

VII. LES REVENUS ET LA DEMANDE DES ENTREPRISES

1. Les résultats des entreprises

A partir d'une situation très dégradée en 1981, les résultats des entreprises connaissent une évolution très contrastée en 1982. Une amélioration sensible est enregistrée en début d'année, dans la poursuite d'un mouvement entamé à la mi-1981, mais une chute brutale intervient au second semestre. En moyenne annuelle, la diminution des principaux ratios de résultats du compte d'exploitation des entreprises est légère alors que l'épargne brute des sociétés baisse fortement en raison des charges d'intérêt. Mais le calcul en moyenne annuelle dissimule le fait que, compte tenu du mouvement en cours d'année, la situation financière des entreprises fin 1982 est à un point historiquement bas.

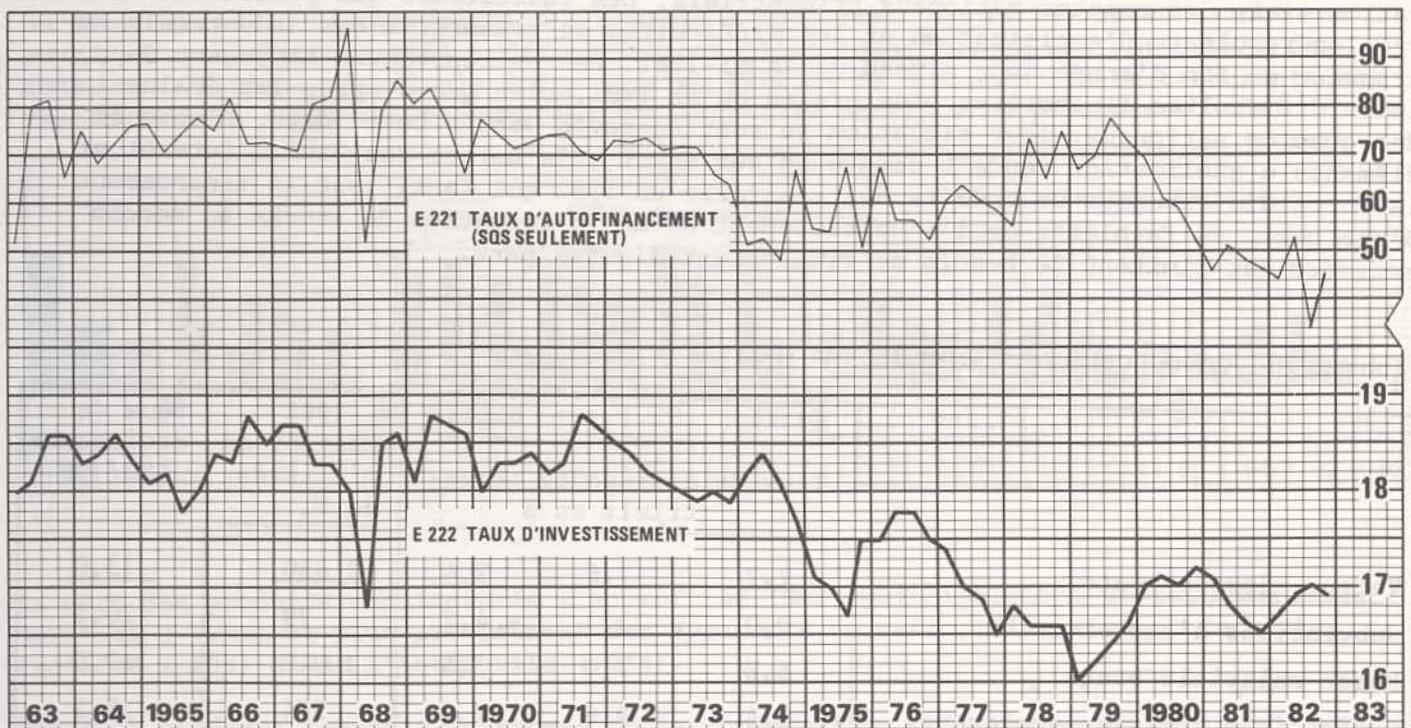
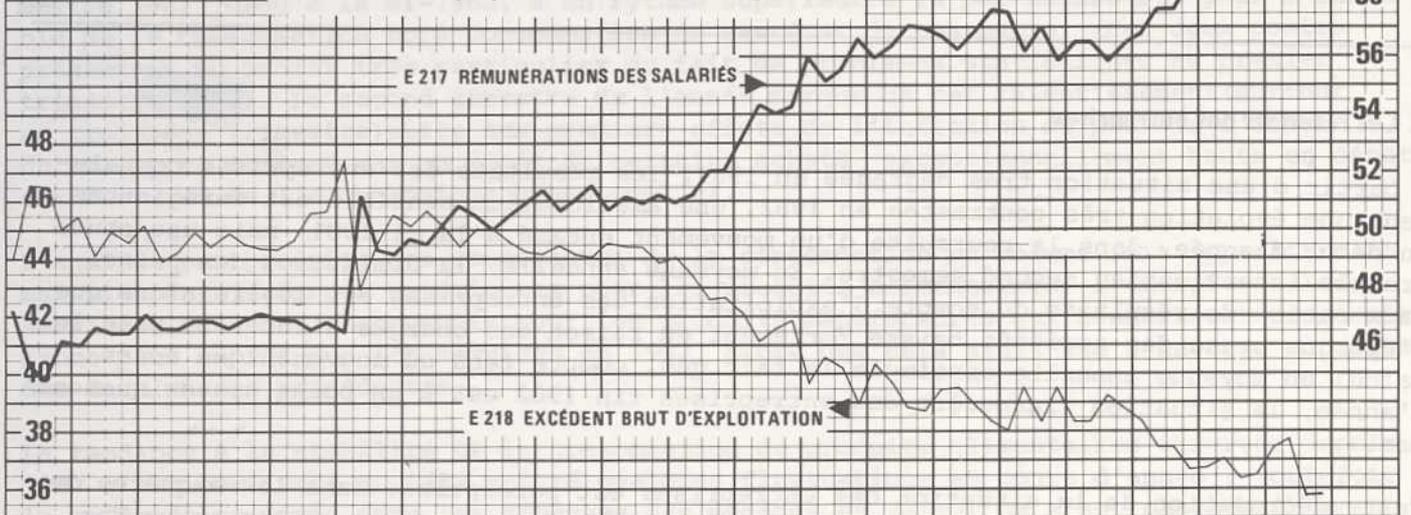
Cette dégradation de la situation des entreprises est perceptible dans les enquêtes de conjoncture, mais elle ressort moins nettement qu'on n'aurait pu le penser au vu des ratios tirés des comptes nationaux trimestriels. Les indicateurs qui permettent de suivre les résultats d'exploitation et les difficultés de trésorerie des industriels retrouvent en fin d'année leur niveau de la mi-1981. Les entrepreneurs ne jugent donc pas leurs difficultés financières plus graves qu'en 1981, bien que d'après les évaluations des comptes nationaux, leur situation se soit aggravée depuis cette date. Plusieurs éléments d'explication rendent compte de cet écart : la baisse des taux d'intérêt et la forte distribution de crédits de trésorerie en 1982 qui facilitent le financement d'une part, la faiblesse de l'investissement et de la formation de stocks au second semestre qui limitent le besoin de financement d'autre part.

Tableau 16 : Revenus des entreprises en 1981 et 1982

	81.II	82.I	82.II	1982 Montant en milliards de F.	taux de croissance 1982/1981
	Taux de croissance semes- triers en %				
Valeur ajoutée brute	7,7	7,6	2,4	2 450	13,0
Subventions d'exploitation	0,0	23,1	- 4,2	79	20,5
Masse salariale brute	6,8	7,0	3,5	1 048	12,5
Cotisations sociales employeurs .	6,4	9,6	9,2	374	18,2
Impôts indirects	17,3	- 0,8	9,9	185	12,6
Excédent brut d'exploitation	6,8	10,5	- 3,5	893	12,1
dont EBEI	5,8	10,3	0,6	477	13,7
EBES	8,0	10,8	- 8,0	417	10,4
Impôts directs	12,9	14,0	-23,5	62	6,7
Intérêts et dividendes nets	11,3	7,2	3,7	204	15,1
Epargne brute	1,7	13,0	-16,9	148	4,4
Prix de la demande hors stocks ..	6,9	6,2	3,8	-	11,8

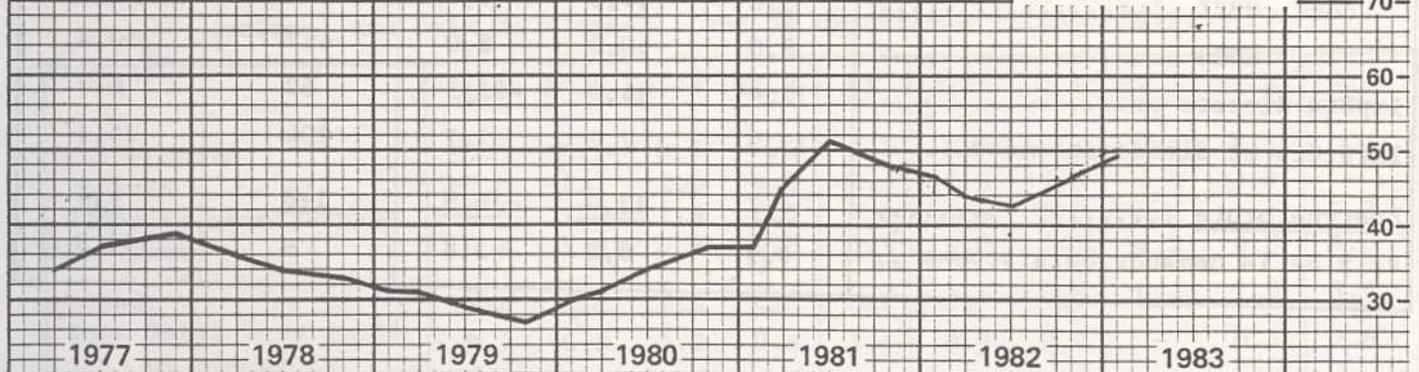
Ratios relatifs à l'ensemble SQS + EI

Parts (%) dans la valeur ajoutée



Les difficultés de trésorerie

% d'entreprises éprouvant des difficultés



Les déterminants du mouvement enregistré en 1982 ont été largement décrits dans le chapitre V, coûts et prix de production. Ce sont en effet les évolutions de la production et de la productivité qui expliquent le profil 1982. Y contribuent également, mais à un degré moindre, le jeu des termes de l'échange et au second semestre, du blocage des prix et des revenus. Ainsi la faible progression de l'excédent brut d'exploitation des entrepreneurs individuels fin 1982 provient pour une large part de la chute d'activité dans le secteur du BTP que ne compense pas la bonne récolte de l'agriculture. Elle est renforcée par le blocage des prix toutes taxes comprises qui met à la charge des entreprises l'augmentation de 1 point du taux intermédiaire de TVA.

Tableau 17 : Evolution semestrielle des ratios des comptes des entreprises
(en pourcentage)

	81.I	81.II	1981	82.I	82.II	1982
EBE/valeur ajoutée entreprises	36,9	36,6	36,7	37,6	35,4	36,5
EBE/valeur ajoutée SQS	23,4	23,5	23,5	24,2	21,8	23,0
Epargne brute/valeur ajoutée SQS	9,1	8,6	8,8	9,0	7,3	8,2

Il est difficile d'apprécier l'impact en 1982 des mesures de réduction de la durée du travail sur les comptes des entreprises. On peut tout au plus donner ici quelques éléments du chiffrage. L'enquête de l'INSEE de septembre 1982 laisse à penser que les entreprises industrielles pourraient avoir réduit passagèrement leur production. On ne dispose pas d'informations directes sur le secteur non industriel. A titre indicatif, une baisse de la production de l'ensemble des entreprises de 1 % sur un mois donne une perte de valeur ajoutée de 2,5 milliards de francs. Mais l'enquête ne permet pas de chiffrer l'ampleur de la baisse qui affecte probablement le premier semestre. Sur l'ensemble de l'année, la réduction de la durée hebdomadaire du travail semble avoir été compensée presque totalement, à 90 %, par des gains de productivité associés à une meilleure organisation du travail dont le coût est impossible à mesurer. Les charges résultant des embauches nouvelles, telles qu'elles ressortent de l'analyse du chapitre IV.2, sont assez limitées : elles s'élèvent à 4 milliards de francs 1982 en année pleine. Enfin l'impact de la généralisation de la cinquième semaine de congés payés, encore mal connu, est sans doute très limité en 1982. Au total, les principaux effets de la réduction de la durée du travail sur les comptes des entreprises paraissent difficiles à cerner en 1982.

2. L'investissement

En moyenne annuelle, la formation brute de capital fixe des entreprises a stagné en 1982. Au début de l'année de meilleures perspectives d'activité et une amélioration relative des résultats ont entraîné une reprise temporaire de l'investissement (3.3 % en glissement entre le 4^e trimestre 81 et le 2^e trimestre 82). Mais au second semestre, avec le retournement de la demande et la nouvelle dégradation des profits, le mouvement s'est inversé : -2.1% en glissement sur le semestre.

C'est dans l'industrie du secteur concurrentiel que le mouvement est le plus marqué. Pourtant à la fin 1981, les prévisions d'investissement des entreprises restaient faibles : 6 % des entreprises seulement déclaraient des goulots de production liés à un manque d'équipements. Autre facteur défavorable : la hausse des taux d'intérêt conjuguée à la faiblesse de l'autofinancement. Début 1982, la nette remontée des perspectives d'activité s'est accompagnée d'une reprise des commandes d'équipement. En effet, même si les goulots liés à l'équipement sont très bas, les entreprises sont obligées de renouveler les vieux équipements mis en place au début des années 70, années de fort investissement. D'autre part, les marges de capacité disponibles avec embauche n'ont augmenté que de 6 points entre le début 80 (maximum de l'activité) et la fin 81.

LES AIDES A L'INVESTISSEMENT EN 1982

1) Modification de la déduction fiscale pour investissement. Le régime de déduction fiscale pour investissement instauré en décembre 1980 connaît une modification notable :

- la fraction du montant des investissements réalisés dans l'année déductible du bénéfice imposable est portée de 10 % à 15 % à titre exceptionnel
- cette augmentation est assortie d'une clause d'accroissement des effectifs (ou de maintien pour les entreprises de moins de 100 salariés).

2) Augmentation des enveloppes de prêts bonifiés à long terme. Le montant total de prêts à long terme bonifiés s'élève à 24 Mds en 1982

a- prêts spéciaux pour l'investissement : 11 Mds à 13.5 % (puis 12.75 % fin octobre) pour l'innovation, les économies d'énergie et de matières premières, l'exportation, l'automatisation, l'emploi et la compétitivité.

b- prêts aidés aux entreprises : 5 Mds à 15.5 %, puis 14.75 % fin octobre si les investissements sont conformes aux orientations de la politique économique.

c- prêts aux conditions du marché : 8 Mds au taux du marché (révisable pour les entreprises n'ayant pas accès au marché financier).

3) Développement des prêts participatifs

Le montant total de ces prêts (créances assimilables à des fonds propres) s'élève à 3.8 Mds en 1982 dont 2 Mds de prêts participatifs bancaires, 1 Md de prêt FDES distribué par le CIDISE et 0.8 Md de prêts participatifs simplifiés pour les petites entreprises.

4) Aide spécifique au secteur public

Elle se compose de 3 Mds de dotations en capital par l'Etat aux entreprises nationalisées, de 6 Mds de ressources longues consenties par le secteur bancaire nationalisé. Le second collectif budgétaire de 1982 comporte 4.2 Mds supplémentaires de prêts destinés à financer les investissements en 1983.

Enfin la réduction de la durée du travail a pu inciter certaines entreprises à accélérer leurs programmes d'investissement (1). Il en est résulté au premier semestre un flux important de commandes d'équipement, correspondant surtout à des investissements de renouvellement ou de modernisation.

Le second semestre a vu une évolution de la demande et des profits très différente de celle du premier. A l'enquête de conjoncture de novembre, 39 % seulement des industriels déclarent pouvoir réaliser tous les investissements nécessaires. Les résultats d'exploitation retombent au niveau du début 81. La capacité de production est jugée excédentaire, en particulier dans les biens intermédiaires. On enregistre alors une révision en baisse des commandes d'équipement. Mais l'influence de la dégradation des résultats des entreprises a été atténuée par un endettement accru : pour pallier la forte baisse de l'autofinancement, les entreprises ont eu recours aux crédits d'équipement à moyen et long terme, profitant des bonifications d'intérêt et de la baisse des taux d'intérêt du second semestre. Dans le secteur de l'automobile, les constructeurs ont révisé fortement en baisse leurs dépenses de 1982, alors même qu'il existe des goulots de production liés à la sortie de nouveaux modèles.

Au total, dans l'industrie du secteur concurrentiel, l'investissement en volume a baissé de 7 % en 1982, en termes de dépenses. Le secteur nouvellement nationalisé (qui représente environ un quart des investissements de l'industrie concurrentielle), après une hausse en 1981, a aussi réduit son volume d'investissements, mais la baisse serait limitée à 4 %. Par contre, l'investissement s'accroît légèrement dans les grandes entreprises nationales (2), sans que ce secteur retrouve le rôle de soutien qu'il avait jusqu'en 1980.

La situation de l'investissement dans le bâtiment et les travaux publics est encore plus préoccupante que dans l'industrie. La production a fortement baissé durant toute l'année 1982, sans perspectives de stabilisation, entraînant un recul important de l'investissement.

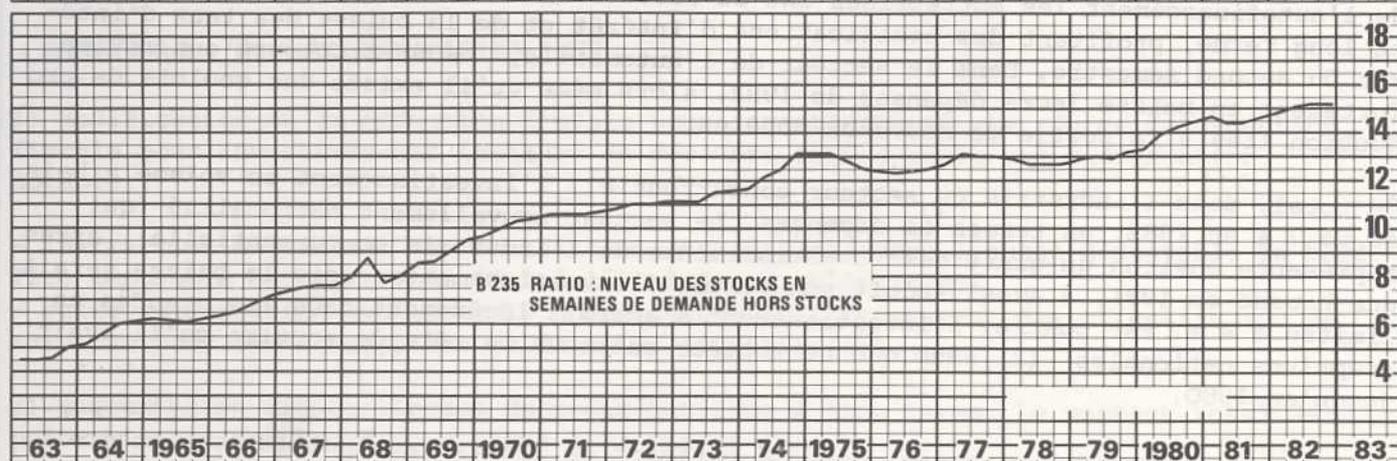
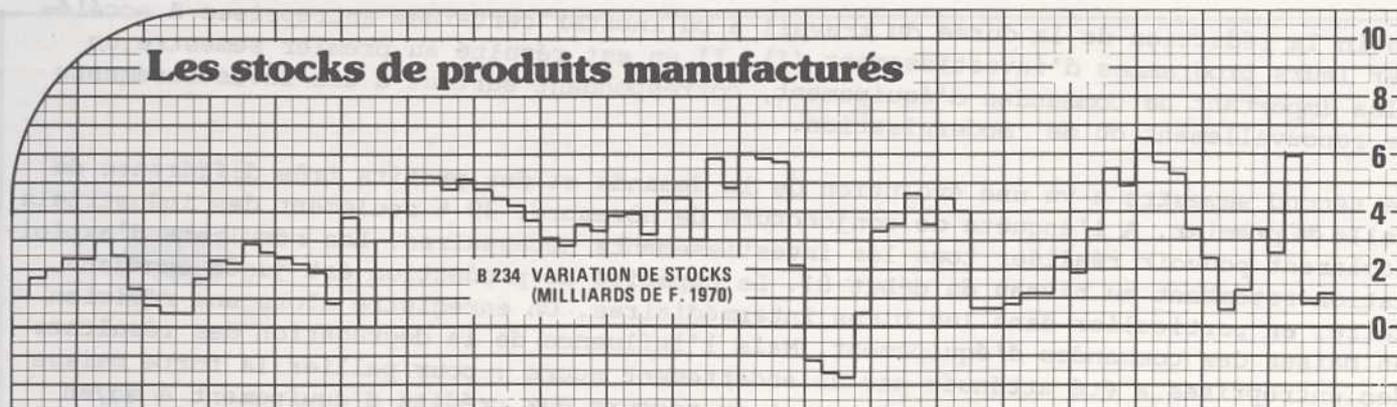
Dans les autres secteurs non industriels, on ne mesure pas directement l'investissement et on ne dispose que de données partielles. Toutefois il semble que l'investissement se soit maintenu à un niveau élevé dans les commerces et les services au premier semestre : les ventes par le commerce de gros de matériels qui leur sont destinés ont progressé, les autorisations et les mises en chantier de bâtiments destinés aux services et commerces ont été élevées en 1981, et, compte tenu des délais de réalisation, elles alimentent le flux d'investissement en 1982. Mais elles ont chuté d'un tiers en 1982, ce qui, joint au bas niveau des ventes de matériels au second semestre, a entraîné le repli de l'investissement en fin d'année.

Enfin les ventes des grossistes en matériel agricole ont stagné au premier semestre, avant de fléchir au troisième trimestre. Mais les bonnes récoltes et la progression du revenu agricole ont permis une reprise en fin d'année. Par contre, la construction de bâtiments agricoles chute depuis un an. On aurait au total dans l'agriculture une légère réduction des investissements en 1982.

(1) Dans l'enquête INSEE concernant la baisse du temps de travail (septembre 1982), 16 % des entreprises industrielles interrogées déclarent avoir procédé à des investissements compensateurs ; leur nombre est élevé dans les IAA et l'équipement professionnel ; faible par contre dans l'automobile et le pétrole.

(2) Grandes entreprises nationales au sens de la comptabilité nationale : EDF, GDF, Charbonnages de France, SNCF, RATP, Air France, Air Inter et PTT.

Les stocks de produits manufacturés



Ratio de l'encours de stocks à la demande hors stocks

	81.1	81.2	81.3	81.4	82.1	82.2	82.3	82.4
Produits manu- facturés	14.7	14.5	14.5	14.7	14.9	15.2	15.2	15.1
dont Biens Intermédiaires	13.9	13.6	13.6	13.7	14.1	14.5	14.5	14.2
Biens d'équipement .	10.5	10.2	10.0	10.2	10.0	10.2	10.2	10.1
Auto	10.1	9.9	10.1	10.0	9.6	10.6	9.7	9.8
Biens de consommation .	23.1	22.7	23.3	23.7	24.6	24.7	24.9	25.2

3. La formation des stocks

En moyenne annuelle, la formation de stocks s'accroît en 1982 et exerce même une contribution positive sur la croissance de l'offre, à l'inverse de ce qui s'était passé en 1981.

	1981	1982
Variations annuelles de stocks (en Mds. de F. 70)	1.6	8.2
Contribution à la croissance de l'offre (PIB + imports)	- 1.6	0.5

Cette vision annuelle est partielle et caractérise mal 1982. Cette année a été marquée par des mouvements de contraction et de détente de la formation de stocks qui expliquent pour une large part l'évolution du PIB.

Stocks et demande hors stocks

	81.1	81.2	81.3	81.4	82.1	82.2	82.3	82.4
Evolution de l'offre (PIB + imports) en % .	- 0.8	1.0	0.4	1.7	-0.6	1.5	- 1.0	0.8
dont PIB	- 0.6	1.1	0.4	0.8	-0.1	0.9	- 0.6	0.7
Importations.	- 1.7	0.4	0.7	4.9	-2.1	3.9	- 2.9	1.2
Evolution de la demande finale hors stocks ...	- 0.4	1.8	0.5	0.4	-0.2	0.2	0.6	0.6
Formation de stocks en Mds de F. 70	1.5	-1.2	-1.4	2.5	1.3	5.6	0.3	1.0
Contribution de la variation de stocks à l'offre totale	-0.5	-0.9	-	1.2	-0.4	1.3	-1.6	0.2

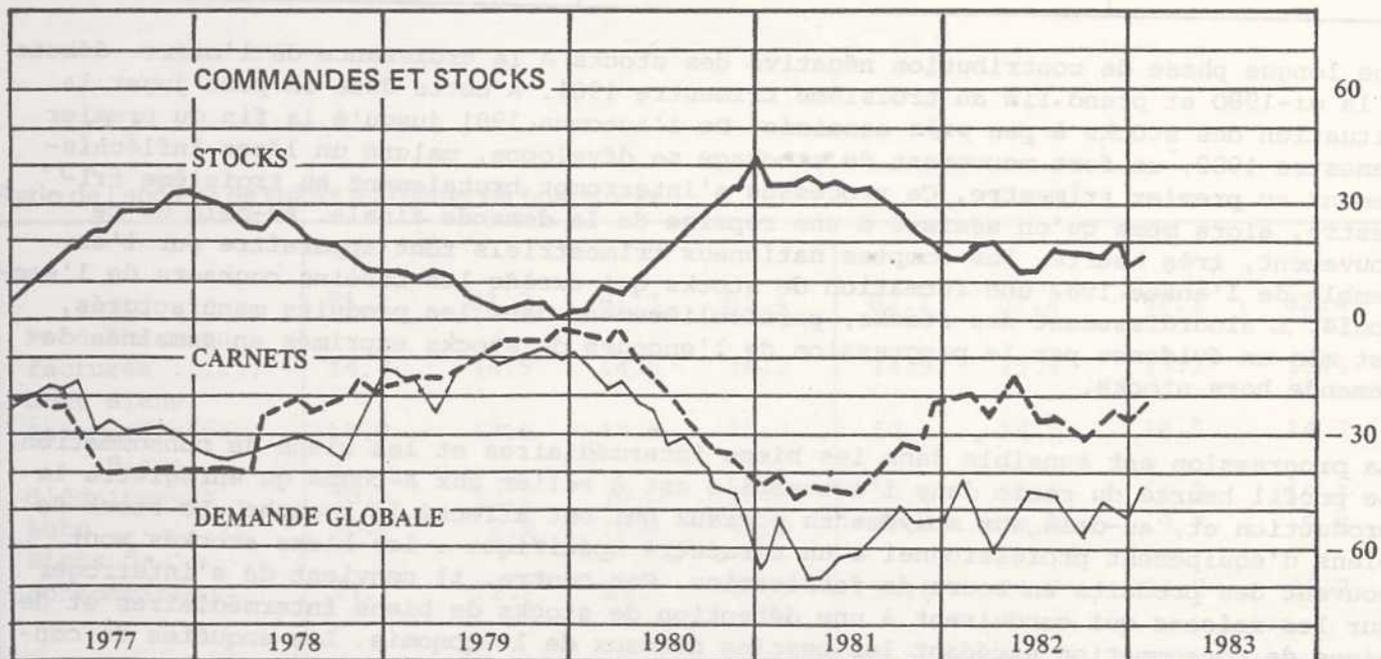
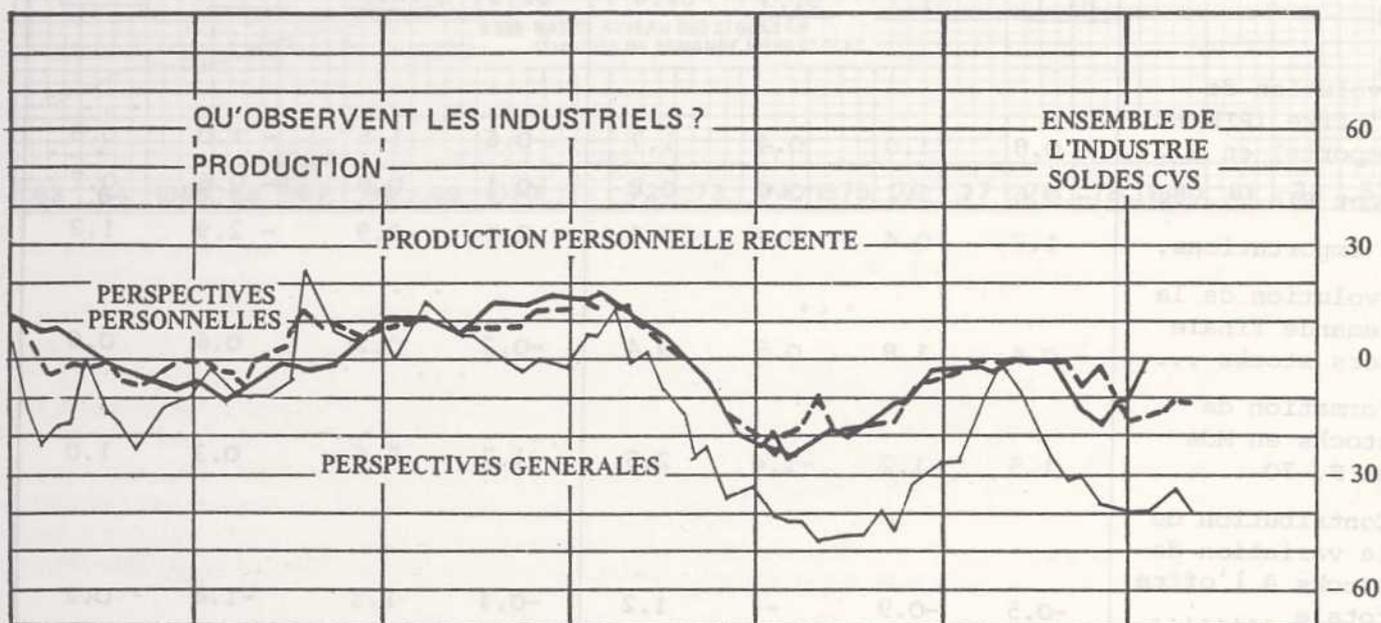
Une longue phase de contribution négative des stocks à la croissance de l'offre débute à la mi-1980 et prend fin au troisième trimestre 1981. A cette date on peut juger la situation des stocks à peu près assainie. De l'automne 1981 jusqu'à la fin du premier semestre 1982, un fort mouvement de stockage se développe, malgré un léger infléchissement au premier trimestre. Ce processus s'interrompt brutalement au troisième trimestre, alors même qu'on assiste à une reprise de la demande finale. Au-delà de ce mouvement, très heurté, les comptes nationaux trimestriels font apparaître sur l'ensemble de l'année 1982 une formation de stocks qui excède les besoins courants de l'économie. L'alourdissement des stocks, particulièrement dans les produits manufacturés, est mis en évidence par la progression de l'encours de stocks exprimés en semaines de demande hors stocks.

La progression est sensible dans les biens intermédiaires et les biens de consommation. Le profil heurté du ratio dans l'automobile est à relier aux à-coups qu'enregistre la production et, au-delà, aux mouvements sociaux qui ont affecté la branche. Le stock de biens d'équipement professionnel a un caractère spécifique : les biens stockés sont souvent des produits en cours de fabrication. Par contre, il convient de s'interroger sur les raisons qui conduisent à une détention de stocks de biens intermédiaires et de biens de consommation excédant les besoins normaux de l'économie. Les enquêtes de con-

CONSTAT TRIMESTRIEL DES ENTREPRISES

* S: INSEE, ETI/D: 5
 ☆ Soldes CVS

Ensemble de l'industrie



joncture réalisées auprès des chefs d'entreprises s'écartent de la situation décrite par les comptes nationaux sur deux points : elles ne montrent pas de mouvements aussi violents de la formation de stocks au trimestre le trimestre, et, surtout elles ne font pas apparaître d'excès du niveau des stocks par rapport à la demande sur l'ensemble de l'année.

Les stocks de produits finis sont jugés proches de leur niveau désiré. Cela est vrai en particulier dans les entreprises productrices de biens intermédiaires. Les stocks de biens de consommation courante, après être revenus à un niveau normal d'après les enquêtes du premier semestre, sont à nouveau jugés lourds sur la seconde partie de l'année. Il en est de même dans les secteurs produisant des biens d'équipement professionnel. L'automobile fait exception. Contrairement à tous les autres secteurs, les stocks y sont jugés lourds au premier trimestre puis insuffisants sur le reste de l'année.

Au total, les industriels n'ont pas l'impression d'être en situation d'excès de stocks de produits finis. Exprimés en semaines de production, ces stocks sont en net retrait par rapport à la fin 1981 et au début 1982. En moyenne sur l'année 1982, ils se maintiennent au niveau de la mi-1981, point bas au terme d'une période d'assainissement des stocks dans l'ensemble de l'économie.

Les jugements des industriels sur leurs stocks de matières premières ou de demi-produits vont dans le même sens. Au début de 1982, les industriels considèrent que leurs stocks utilisateurs sont proches du niveau désiré. Toujours d'après les enquêtes, les achats de matières premières qui avaient décliné jusqu'à la mi-1981, se redressent au second semestre 1981. Ils se stabilisent ensuite à un niveau proche de la normale jusqu'au troisième trimestre 1982.

Chez les grossistes, en fin d'année 1981, les stocks sont jugés extrêmement allégés, à leur niveau le plus bas depuis le début 1976. En conséquence les intentions de commandes croissent jusqu'au premier trimestre 1982, et se concrétisent d'autant mieux que les crédits bancaires sont nettement plus faciles à obtenir. Elles sont à l'origine de livraisons en provenance de l'étranger qui se redressent jusqu'au second trimestre 1982. Une bonne partie de ces livraisons ira rapidement gonfler les stocks dès lors que la demande viendra à fléchir. C'est le cas des biens intermédiaires où dès le second trimestre les stocks apparaissent à nouveau excessifs alors qu'ils étaient jugés particulièrement bas six mois plus tôt.

Les stocks détenus par les commerçants détaillants se sont allégés jusqu'à la fin de 1981. Parallèlement leurs intentions de commande sont au maximum au début 1982, suivant en cela la reprise de la consommation et le dégonflement des stocks qu'elles ont entraînés. Cela donne lieu à des livraisons qui sont jugées fortes jusqu'à la mi-1982, et qui se poursuivent tant que les perspectives générales demeurent bien orientées.

Deux hypothèses peuvent être faites pour expliquer les divergences entre les opinions des agents et les mesures comptables. La première met en avant une mauvaise anticipation du mouvement de la demande par les agents : le déstockage du troisième trimestre traduirait une brusque adaptation à un repli de la demande qui a été perçu avec retard. La seconde met l'accent sur un comportement plus spéculatif lié à des anticipations d'accélération de prix et de dévaluation du franc.

Au premier semestre 1982, les perspectives de demande décrites par les industriels prolongent le retournement à la hausse du second semestre 1981. Cependant à l'inverse du second semestre 1981, ces anticipations ne sont pas confirmées : la progression de la demande hors stocks de produits manufacturés est nulle au premier semestre 1982, alors qu'elle était de 0.8 % au second semestre 1981.

Cette erreur d'anticipation est nette sur la demande en provenance de l'étranger pour laquelle l'opinion sur la demande prévue est particulièrement haute au premier semestre 1982, et nettement au-dessus de l'opinion sur la demande passée alors que les exporta-

tions connaissent une forte baisse. Au total, la mauvaise appréciation de la demande aurait pu conduire les industriels à pousser leurs plans de production et à charger leurs stocks.

Cette hypothèse plausible est cependant mal confirmée par l'enquête d'opinion sur les stocks. La proportion d'industriels jugeant leurs stocks trop élevés, n'augmentent pas significativement au troisième trimestre. La tendance est bien à juger normal le niveau des stocks, ce qui ne serait pas le cas si le stockage du premier semestre avait été involontaire.

L'autre explication repose sur le fait que les anticipations de prix des industriels ou des commerçants peuvent en matière de stocks précipiter des mouvements qui en d'autres circonstances n'auraient pas eu lieu ou auraient été étalés dans le temps. En fin 1981 et au début 1982, les perspectives de prix sont au plus haut chez les commerçants et les industriels, à cause de l'accélération de l'inflation en France au second trimestre 1981, et de l'augmentation des cours mondiaux exprimés en francs jusqu'au troisième trimestre 1981. Ces anticipations ont pu relancer les tendances au stockage pour des produits tels que les biens intermédiaires, pour les biens de consommation et l'automobile.

Les anticipations de dévaluation du franc en début d'année ont pu accentuer le stockage du deuxième trimestre. Celui-ci serait alors le fait d'achats anticipés à l'extérieur, et, particulièrement dans l'automobile, il coïncide bien avec le maintien d'un fort niveau d'importations. L'arrêt de la formation de stocks du troisième trimestre serait le contrecoup du stockage du deuxième trimestre. Cette hypothèse semble bien étayée par les mouvements comptables enregistrés sur les stocks et les importations de biens intermédiaires, des biens de consommation et de l'automobile.



1. Les échanges de produits manufacturés

Le taux de couverture en volume des échanges extérieurs industriels de la France s'est dégradé de près de 8 points en 1982, et cette chute constitue la plus forte dégradation enregistrée en un an depuis 1975 (graphique 1).

Deux causes concourent en 1982 à expliquer cette dégradation sans précédent :

- le déphasage entre la demande interne française dynamique et la demande externe atone ; ce qu'on a appelé le "décalage conjoncturel",
- les mouvements de compétitivité-prix ne semblent pas avoir joué un rôle important sur l'évolution du volume des échanges extérieurs de la France en 1982.

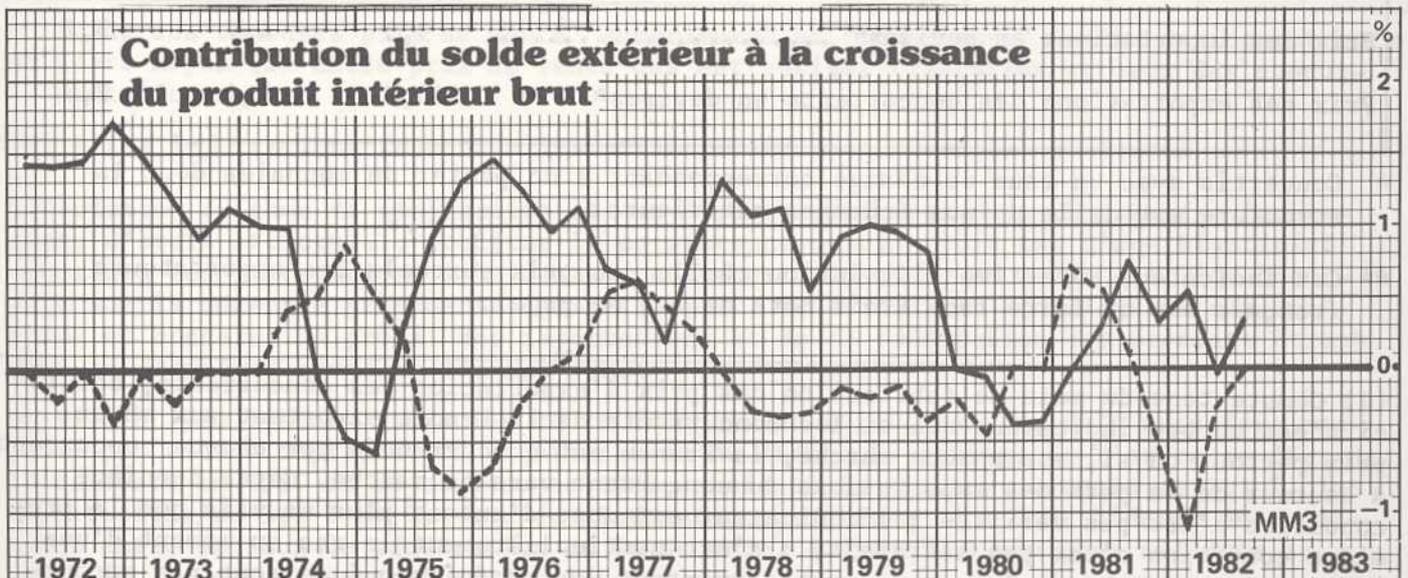
L'opposition entre une demande intérieure forte et une demande extérieure faible a une répercussion immédiate et simple sur le solde extérieur : les importations croissent alors que les exportations chutent. Mais le jeu des élasticités du commerce extérieur à la demande a considérablement amplifié ce phénomène sur les volumes des échanges extérieurs de la France.

En effet, d'une part pour des raisons diverses qui seront développées par la suite, l'élasticité apparente des exportations françaises à la demande interne étrangère s'est trouvée en 1982 transitoirement élevée (de l'ordre de 3).

D'autre part et surtout, l'élasticité apparente des importations françaises à la demande française reste très forte en 1982 (de l'ordre de 5). Mais il ne s'agit pas d'un phénomène propre à 1982 : l'élasticité apparente des importations françaises à la demande semble s'être modifiée durablement depuis 1980 (graphique 2).

1-1 - La compétitivité prix des produits industriels français

De 1980 à 1982, la progression du coût salarial unitaire enregistre un net ralentissement à l'étranger. Sur la même période, cette progression reste pratiquement stable en France. L'écart entre le coût unitaire français et le coût unitaire étranger s'accroît ainsi sur les trois dernières années d'environ 15 points. Dans le même temps, le franc



La contribution d'une contre partie du PIB à la croissance du PIB est le taux de croissance de cette contre partie pondéré par sa part dans le PIB. La contribution du solde extérieur est la différence entre la contribution des exportations et la contribution des importations.

se déprécie d'environ 17 %. Dès lors, à marges inchangées, l'effet de la dépréciation du franc sur la compétitivité ne pouvait qu'être faible. L'ensemble des indicateurs qui décrivent la compétitivité, tant qualitatifs que quantitatifs, ne font pas en effet apparaître d'amélioration (à l'exception de l'indicateur quantitatif de compétitivité sur les marchés extérieurs, qui s'améliore de 12 points sur la période 1980-1982. Mais cet indicateur semble assez mal approprié pour décrire la période récente (1)).

Tableau 18 : Ecart entre coûts unitaires français et étranger

	Evolution en %			
	1980	1981	1982	80 à 82
Coût salarial unitaire français	13,0	11,1	10,9	39,2
Coût salarial unitaire étranger ** en monnaies nationales	8,0	6,8	5,0*	21,1*
Ecart entre coût unitaire français et étranger	4,6	4,0	5,6*	14,9*
Dépréciation du franc **	0	7,3	8,9	17,0

* estimation

** mesuré par rapport à un panier de monnaies dont la structure correspond aux échanges extérieurs de la France.

Cependant l'analyse des coûts et des mouvements de change est insuffisante, car l'impact d'une modification des parités dépend des mouvements des taux de marge relatifs sur les prix français et étrangers. A marges inchangées des vendeurs étrangers, les vendeurs français ont le choix, à la suite d'une dévaluation, entre gagner en compétitivité en maintenant leurs marges (maintien des prix en francs qui abaisse les prix en devises), ou ne rien gagner en compétitivité en reconstituant leurs marges (maintien des prix en devises en augmentant les prix en francs), ou tout choix intermédiaire. Mais si les vendeurs étrangers réagissent à la dévaluation en abaissant leurs prix en devises, c'est-à-dire en comprimant leurs marges, les vendeurs français perdent toute latitude de choix : la dévaluation leur permet tout juste, à marges inchangées, de ne pas perdre en compétitivité.

Tableau 19 : Prix des importations et prix des exportations des concurrents

	Evolution en %		
	1980	1981	1982
Prix des importations en devises*	9,3	4,7	3,7
Prix des exportations des concurrents en devises* & **	10,5	9,4	7,8

* Convertis avec un taux de change correspondant à un panier de monnaies dont la structure est celle de nos échanges extérieurs.

** Cet indicateur surestime l'évolution réelle des prix auxquels les exportateurs français ont dû faire face (voir note de bas de page).

(1) Compte tenu du mode de fabrication des prix d'exportation des concurrents, celui-ci n'est un bon indicateur que si les concurrents de la France exportent aux mêmes prix partout ou si, sur chaque marché, la France est concurrencée par chaque concurrent à hauteur de la part des exportations du concurrent vers ce marché. Cette dernière condition n'est pas vérifiée ; l'indicateur est donc d'autant plus mauvais que la première condition n'est pas satisfaite : c'est particulièrement le cas au moment d'une dévaluation, surtout si les concurrents exportent des produits qui ne sont pas concurrencés par la France. En conclusion cet indicateur montre une amélioration tout à fait illusoire de la compétitivité française sur les marchés extérieurs.

Sur le marché intérieur, l'hypothèse d'une compression des marges des vendeurs étrangers semble probable dans un contexte de demande mondiale déprimée ; elle est confirmée par une croissance plus faible du prix des importations françaises que des coûts étrangers (tableaux 18 et 19). On comprend alors que sur le marché français, les vendeurs français déclarent à l'enquête sur la concurrence étrangère de décembre, une poursuite de la dégradation de leurs marges sans gain de compétitivité. Cette compression a des limites, et l'accélération des prix des importations français de produits manufacturés au deuxième semestre 1982 pourrait être le signe que ces limites sont maintenant atteintes.

Sur les marchés extérieurs les exportateurs français ont utilisé ce qui dans la dévaluation du franc ne servait pas à comprimer l'écart de coût pour commencer à reconstituer leurs marges : la croissance des prix des exportations a été en effet un peu plus forte que celle des coûts. Les exportateurs français ne retracent pourtant aucunement cette amélioration dans leurs réponses à l'enquête sur la concurrence étrangère de décembre. Mais l'enquête régulière auprès des postes d'expansion économique laisse penser que les réseaux auraient autant que les exportateurs français bénéficié de l'augmentation des marges. On ne peut exclure que dans le futur les vendeurs français poursuivent ce mouvement de reconstitution de marges, surtout si la demande extérieure devient moins atone. Ce risque est en tout cas fort sur le marché intérieur où les profits sont les plus dégradés.

Tableau 20 : Indicateur qualitatif de compétitivité-prix

Prix de vente : comparaison avec les concurrents étrangers	1978		1979		1980		1981		1982	
	mai	déc								
Sur le marché intérieur										
Solde des jugements *	30	33	34	30	30	40	38	34	39	39
Ecart des prix de vente en % **	3,7	4,2	4,1	3,4	3,4	4,7	4,4	4,3	4,7	4,3
Sur les marchés extérieurs										
Solde des jugements *	27	37	38	29	28	38	42	34	39	40
Ecart des prix de vente en % **	3,4	4,8	4,6	3,9	3,9	4,2	4,8	4,3	4,2	4,4

* Solde des réponses prix de vente "supérieurs" et "inférieurs" à ceux des concurrents

** Ecart moyen (%) entre prix de vente des entreprises françaises et ceux des concurrents étrangers

1-2 - Les importations industrielles et la pénétration étrangère en France

L'évolution du taux de pénétration et des importations pose deux problèmes : le premier, d'ordre structurel, concerne la persistance depuis trois ans d'une élasticité apparente des importations à la demande nettement supérieure à celle que l'on observait sur la décennie précédente (graphique 76). Le second est d'ordre très conjoncturel et concerne le profil des importations et de la pénétration des produits étrangers en France au cours de l'année 1982.

De 1978 à 1980 l'écart entre les coûts français et étrangers s'accroît sans être compensé par aucune dépréciation significative du franc. Le partage de l'offre se dégrade brutalement en 1980 et de nouveau en 1982, année où la demande augmente de 1,1 %, les importations de 5,2 % et le taux de pénétration progresse de 4,0 %. L'écart de croissance entre le taux de pénétration et la demande, qui était à peu près nul dans la décennie 70, est maintenant de 3 points.

Tous les produits sont plus ou moins atteints par cette dégradation. Elle est la plus

Taux de pénétration et demande totale

Pour comprendre ce graphique, il faut avoir à l'esprit que la superposition des deux courbes correspond à une élasticité des importations par rapport à la demande totale égale à 2.

En effet le taux de croissance du taux de pénétration s'écrit :

$$\frac{\Delta(M/D)}{M/D} = \frac{\Delta M}{M} - \frac{\Delta D}{D}$$

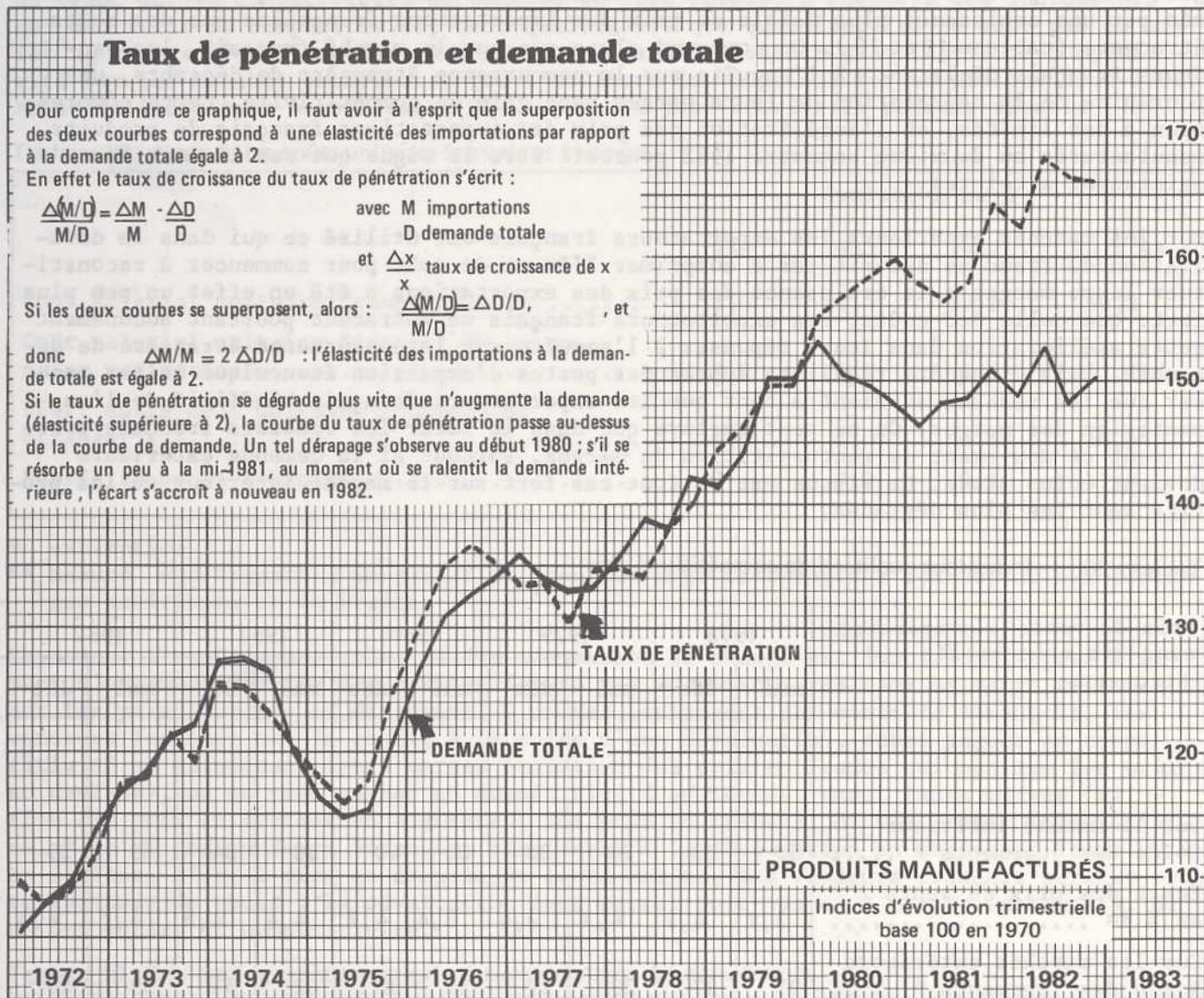
avec M importations
D demande totale

et $\frac{\Delta x}{x}$ taux de croissance de x

Si les deux courbes se superposent, alors : $\frac{\Delta(M/D)}{M/D} = \frac{\Delta D}{D}$, et

donc $\frac{\Delta M}{M} = 2 \frac{\Delta D}{D}$: l'élasticité des importations à la demande totale est égale à 2.

Si le taux de pénétration se dégrade plus vite que n'augmente la demande (élasticité supérieure à 2), la courbe du taux de pénétration passe au-dessus de la courbe de demande. Un tel dérapage s'observe au début 1980 ; s'il se résorbe un peu à la mi-1981, au moment où se ralentit la demande intérieure, l'écart s'accroît à nouveau en 1982.

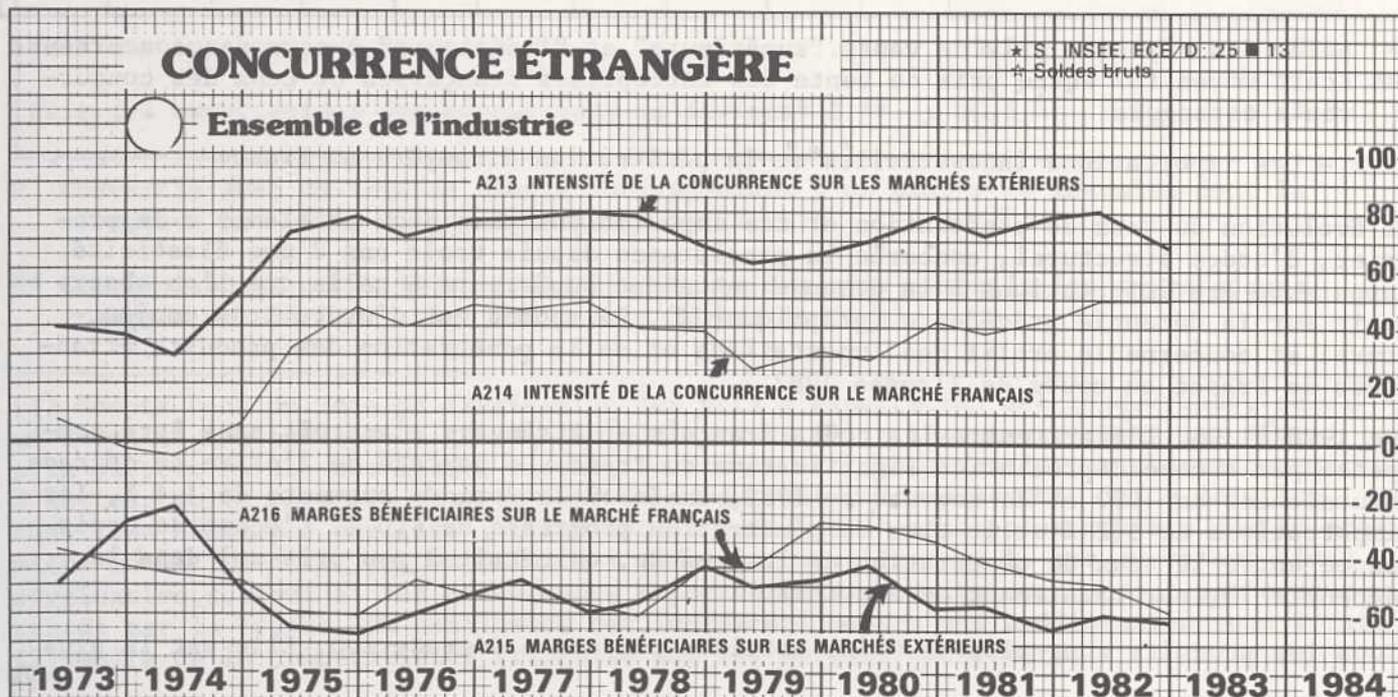


CONCURRENCE ÉTRANGÈRE

* S I INSEE, ECE/D : 25 ■ 13
* Soldes Bruts



Ensemble de l'industrie



forte pour les biens de consommation, mais remonte à 1975 et ne s'est pas aggravée en 1982 ; pour l'automobile la détérioration est plus récente et s'est fortement accusée en 1982.

Le profil très heurté des importations en 1982 est dû à plusieurs facteurs extra-économiques (évolution chaotique du volume des importations d'automobile et du prix des biens d'équipement professionnel ; perturbation des corrections de saisonnalité des volumes lors des forts mouvements de parité). Une fois éliminées ces perturbations non significatives, les importations sont pratiquement stables en 1982, avec toutefois une pointe au deuxième trimestre. Cette pointe peut être interprétée comme résultat d'une forte demande ce trimestre, et d'une importante constitution de stocks attachée à un effet d'anticipation de la dévaluation du franc (voir chapitre VII stocks). Il est plus difficile de voir là le contrecoup d'une éventuelle baisse de production liée à la réduction de la durée du travail : l'importance de la dégradation du partage de l'offre, qui touche tous les produits manufacturés, est telle qu'on ne saurait l'attribuer à des baisses de production qui, en tout état de cause, sont restées limitées en ampleur, dans le temps et à quelques branches (pas celles au demeurant qui voient la pénétration des produits étrangers s'accroître le plus).

Fin 1982 la baisse des importations les ramène à un niveau voisin de la fin 1981. La progression moyenne de 5 % sur l'année est presque intégralement un effet d'acquis de la fin 1981. Il en est de même du taux de pénétration qui, après le pic du deuxième trimestre, retrouve son niveau de la fin 1981 (27 % de l'offre).

1-3 - Les parts de marchés de la France à l'extérieur et les exportations industrielles

L'évolution des exportations, comme celle des importations, soulève deux problèmes. D'une part, elle montre en 1982 des pertes de parts de marchés a priori inattendues ; d'autre part cette dégradation de la position française sur les marchés extérieurs présente un profil infra-annuel très heurté.

Cependant, comme pour les importations et pour des aléas statistiques d'origine similaire (désaisonnalisation déficiente, en particulier pour l'automobile), le profil infra-annuel des exportations baisse de 6,5 % au premier semestre alors que la demande mondiale augmente légèrement, puis remonte au deuxième semestre lorsque la demande mondiale diminue fortement. Il en résulte une perte très importante de parts de marchés sur la première moitié de l'année, compensée en partie sur la deuxième. Si l'on élimine ces aléas statistiques, le profil des exportations reste décroissant jusqu'à la mi-1982. Une lecture brutale des chiffres montre que la France a enregistré en 1982 les plus mauvaises performances à l'exportation depuis 20 ans. La baisse des ventes françaises atteint 3 % en moyenne. Elle concerne tous les produits, mais tout particulièrement

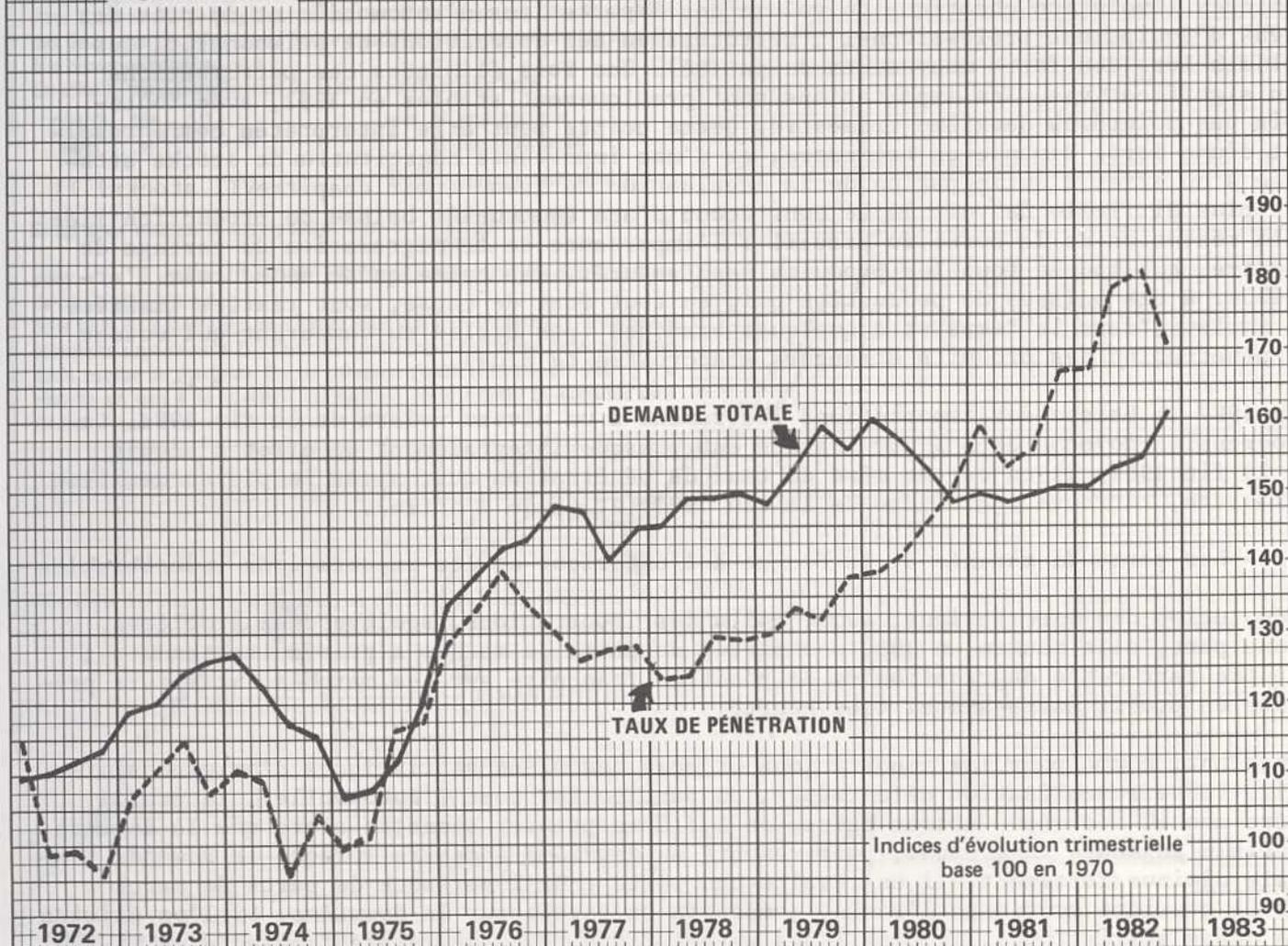
Tableau 21 : Exportations, demande mondiale et parts des marchés en volume pour les produits manufacturés (%)

	1981				1982				1981	1982
	1	2	3	4	1	2	3	4		
Exportations françaises de produits manufacturés	0,7	5,8	0,5	-0,9	-4,1	-2,4	3,1	1,5	4,4	-3,0
Demande mondiale de produits manufacturés*.....	-0,8	3,8	1,5	-1,1	0,3	0,1	-3,8	0,2	0,8	-0,6
Parts de marchés en volume sur le monde	1,5	2,0	-1,0	0,2	-4,4	-2,5	7,1	1,3	3,6	-2,4
Parts de marchés en volume sur la CEE	6,6	-1,5	0,4	-0,6	-5,8	-3,2	11,2	-2,6	5,2	-4,3
Parts de marchés en volume sur le hors OCDE	-1,1	2,7	-3,4	-	-0,2	-1,4	6,6	4,7	-0,3	2,1

* mesurée en terme d'importations des pays étrangers.

Taux de pénétration et demande totale*

AUTOMOBILE



* voir note du graphique page 76

Soldes CAF-FAB par zone des échanges de produits manufacturés
(en milliards de francs courants)

	1981				1981**	1982				1982**
	1*	2*	3*	4*		1*	2*	3*	4*	
CEE	-2,4	-2,8	-2,9	-5,1	-39,8	-4,5	-6,0	-6,0	-5,6	-66,2
OCDE hors CEE	-2,3	-1,8	-1,9	-1,2	-22,0	-1,6	-2,5	-3,3	-2,7	-30,3
Reste du Monde	7,1	8,2	8,4	8,0	95,2	8,6	8,5	9,2	9,5	107,4
Monde										
- non compris matériel mil.	2,2	3,4	4,1	1,7	34,2	2,3	-0,2	0,9	1,1	11,9
- y compris matériel mil. ..	3,8	5,3	5,8	3,5	55,3	3,7	1,3	2,3	3,3	31,8

* solde moyen mensuel sur le trimestre

** solde annuel

Source : Douanes et INSEE

l'automobile dont la chute des ventes atteint 5,7 %. Certes, la demande mondiale baisse dans le même temps mais seulement de 0,6 %, faisant apparaître sur l'année 1982 une perte de parts de marchés de plus de 2 points.

Ces résultats doivent être interprétés avec beaucoup de prudence. Il faut garder à l'esprit que par construction l'indicateur de parts de marchés utilisé ne permet pas de rendre compte de leur évolution annuelle ; il ne reprend son sens que sur une période plus longue, surtout dans des époques de décalage conjoncturel.

En effet les parts de marchés de la France sont mesurées en rapportant les exportations françaises aux importations des pays étrangers. Ainsi à parts de marchés inchangées en termes de commandes, peuvent correspondre temporairement des gains et des pertes de parts de marchés mesurées en termes de livraison des marchandises. L'enquête sur la concurrence étrangère indique un raccourcissement relatif des délais de livraison de la France par rapport à ceux de l'étranger en 1981, mais un allongement relatif en 1982 qu'on est tenté de relier au maintien d'une croissance française plus soutenue. Un tel comportement pourrait expliquer que la France ait gagné des parts de marchés en 1981 et qu'elle en ait perdu en 1982.

Délais de livraison : comparaison aux concurrents étrangers

	1979		1980		1981		1982	
	1° sem.	2° sem.						
Délais de livraison sur les marchés extérieurs	9	7	7	- 3	- 5	- 4	7	5

Source : enquête concurrence étrangère

Solde des réponses : délais "supérieurs" et "inférieurs" à ceux des concurrents.

Ainsi globalement de 1980 à 1982 la France a pratiquement maintenu ses parts de marchés à l'extérieur (+ 1,3 point), ce qui est compatible avec une compétitivité externe pratiquement inchangée sur la même période. On retrouve ainsi en 1982 des niveaux de parts de marchés, d'exportations et de demande mondiale voisins de ceux de 1980, c'est-à-dire proches des niveaux de 1975-1976, mais inférieurs à ceux observés en 1977-1978 (graphique parts de marchés).

1-4 - Le solde des échanges de produits manufacturés

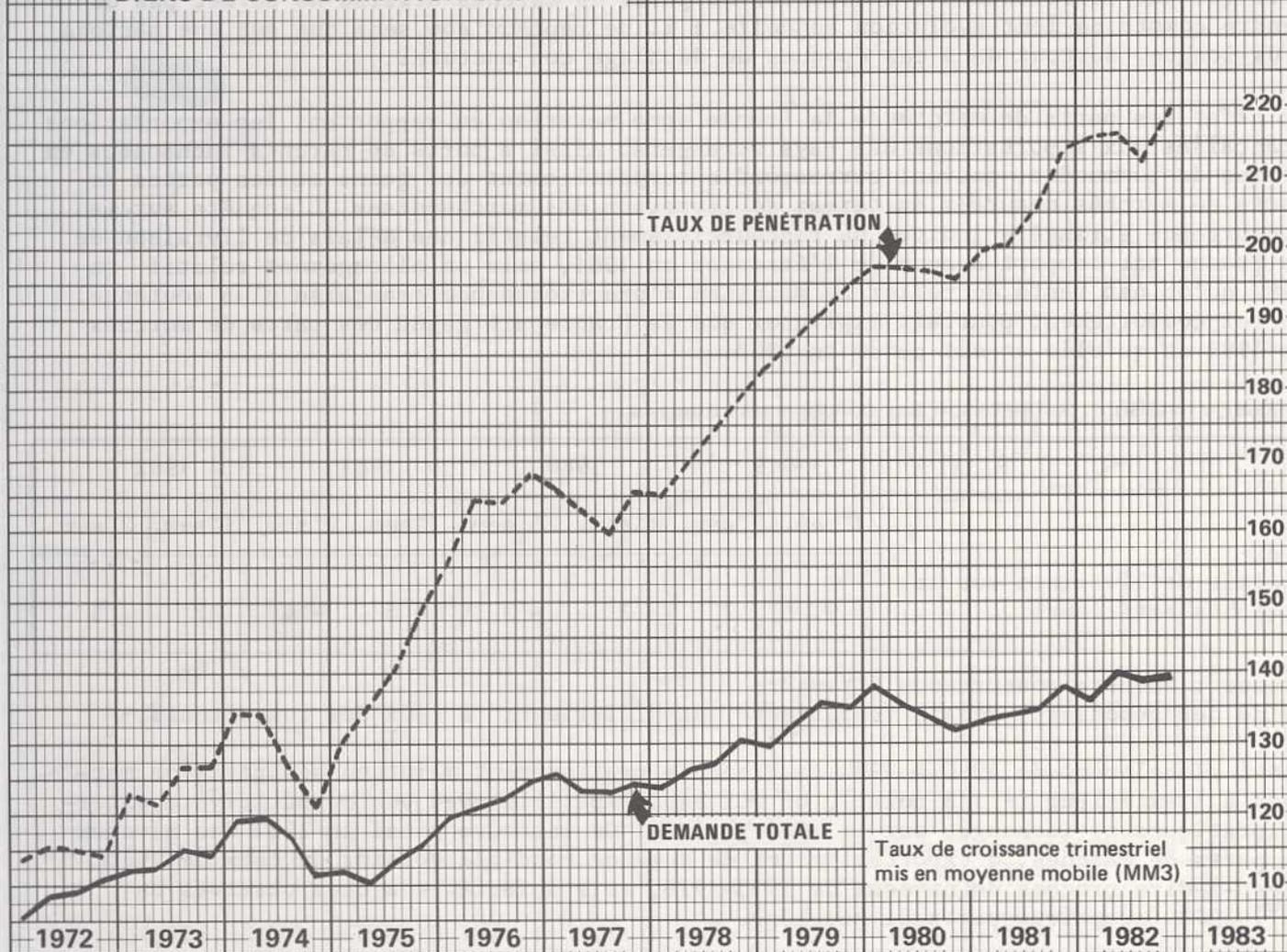
En 1982 la dégradation des termes de l'échange industriels que l'on observe habituellement à la suite d'une dévaluation ne s'est pas produite à cause de la progression relativement faible du prix des importations industrielles. Mais l'évolution défavorable des volumes entraîne une réduction de l'excédent des échanges industriels de l'ordre de 23 milliards par rapport à 1981.

L'alourdissement du déficit des échanges avec la CEE explique à lui seul cette évolution. La très forte amélioration du taux de couverture en volume sur la CEE au deuxième semestre ne se traduit pas au niveau des soldes car elle s'accompagne d'une dégradation des termes de l'échange presque aussi importante.

Le commerce avec les pays OCDE hors CEE se dégrade faiblement, mais ce mouvement est compensé par une amélioration des échanges avec les pays hors OCDE. Une partie importante du commerce avec cette zone concerne des produits dont les délais de livraison sont longs. C'est pourquoi on ne voit pas encore en 1982 les effets sur les livraisons de la chute des commandes enregistrées depuis plus d'un an.

Taux de pénétration et demande totale*

BIENS DE CONSOMMATION COURANTE



* voir note du graphique page 76

G6 AR 4-8

Evolution du solde des échanges extérieurs par produit
(en milliards de francs courants)

	1981**	1982				1982**
		1*	2*	3*	4*	
Agro-alimentaire	22	1,6	0,8	1,0	1,7	15,3
Energie	- 162	- 13,7	- 14,2	- 16,1	- 15,3	-177,9
Produits manufacturés	55	3,7	1,3	2,3	3,3	31,8
y. c. matériel militaire						
Total CAF-FAB	- 85	- 8,4	- 12,1	- 12,8	- 10,3	-130,8
y. c. matériel militaire						
Total FAB-FAB	- 50,5	- 5,6	- 8,9	- 10,0	- 6,4	- 92,7
y. c. matériel militaire						

* solde mensuel moyen sur le trimestre

** solde annuel

Source : Douanes et INSEE

2. Les autres soldes commerciaux

2-1 - Le solde agro-alimentaire

L'excédent des échanges de produits agro-alimentaires s'est élevé à 15 milliards de francs, mais il se réduit de 7 milliards de francs par rapport à 1981. Les termes de l'échange sont restés stables grâce à la progression très rapide des prix des exportations jusqu'à la mi-1982 et à la modération des cours des produits importés qui a limité l'effet sur le prix des importations du renchérissement du dollar. Mais le taux de couverture en volume s'est nettement dégradé, en rupture avec l'amélioration observée depuis 1979. La sensible dégradation (17 %) qui s'est développée de l'automne 1981 à mi-1982, et paraît depuis lors enrayée, a ramené son niveau au voisinage de celui de 1979. Le fléchissement des ventes de céréales explique en grande partie cette évolution. Il est dû à de moindres disponibilités émanant de la récolte 1981.

En outre, la dévaluation du franc vert n'a suivi qu'avec retard et partiellement celle du franc financier ; ceci a conduit à instaurer des montants compensatoires négatifs qui seront progressivement démantelés d'ici la mi-1983. Equivalant à une taxe à l'exportation et à une subvention à l'importation, ces montants compensatoires semblent avoir contribué à la dégradation du taux de couverture en volume des exportations agro-alimentaires.

2-2 - Le solde énergétique

A travers d'amples fluctuations, la consommation nationale d'énergie primaire s'infléchit depuis la mi-1979. Pour 1982 la baisse moyenne annuelle est de 1,5 % à 2,0 % (soit environ 4 à 5 millions de TEP). Elle concerne principalement les produits pétroliers (- 5 %) tandis que la consommation de charbon progresse de 5 % en raison d'un appel important des centrales électriques.

Face à ce recul de la consommation, la production nationale d'énergie primaire fléchit globalement d'environ 2 % en 1982 (soit environ 1,5 million de TEP), sous l'effet d'une pause dans l'essor de la production d'électricité nucléaire. Multipliée par 3,5 de début 1979 à mi-1981, celle-ci plafonne au niveau atteint à l'automne 1981, puis diminue au second semestre en raison de l'arrêt temporaire de certaines tranches.

La baisse de 7 % des importations énergétiques en 1982 (9 à 10 millions de TEP) a été accentuée grâce à une réduction des stocks de l'ordre de 6 millions de TEP (1). La réduction des volumes importés touche tous les produits énergétiques, sauf le gaz. Néanmoins les fortes hausses des prix - en particulier du pétrole (16 %) et du gaz (26 %) - se sont soldées par un accroissement de 16 milliards de francs du déficit énergétique, qui atteint 178 milliards de francs pour l'année. Cet alourdissement du solde ne provient pas des importations de pétrole brut dont le coût se maintient autour de 130 milliards de francs comme en 1981 : la baisse des volumes importés (14 %, soit 77 millions de tonnes en 1982 contre 90 en 1981) compense juste la hausse des prix, qui augmentent de 16 % en francs (1 696 F la tonne en 1982), alors qu'ils baissent de 4 % en dollars (de 36,4 \$ le baril en 1981 à 34,9 \$ en 1982).

2-3 - Le solde global des échanges extérieurs de marchandises

Cumulant l'augmentation du déficit énergétique (16 milliards de francs), les réductions d'excédent des échanges agro-alimentaires (- 7 milliards) et surtout des produits manufacturés (- 23 milliards), le solde CAF-FAB des échanges extérieurs de la France se dégrade de 45 milliards de francs entre 1981 et 1982 : le déficit atteint ainsi en FAB-FAB 93 milliards de francs en 1982 (contre 51 en 1981) (2).

(1) les statistiques de stocks, incomplètes, font apparaître une réduction des stocks moins prononcée.

(2) la valeur des importations étant plus forte en 1982 qu'en 1981, l'écart entre le solde FAB-FAB de 1981 et de 1982 est légèrement inférieur à celui observé en CAF-FAB.

3. La balance des invisibles et la balance des paiements

Depuis deux années, le fort excédent traditionnel de la balance des invisibles et des services (autres biens et services, transferts) s'est amenuisé ; il s'élève en 1982 à 24 milliards de francs, légèrement en retrait sur 1981 (28 milliards), alors qu'il était de 37 milliards en 1980. Cette évolution d'ensemble recouvre une progression peu marquée de l'excédent traditionnel des services qui ne compense pas la dégradation observée sur la balance des transferts.

Certains postes font évoluer favorablement le solde des invisibles. La balance touristique enregistre un net accroissement de son excédent à relier à l'évolution des changes et au fort ralentissement du pouvoir d'achat des ménages au second semestre. L'excédent réalisé sur les échanges de technologie s'accroît et le déficit des services liés aux échanges de marchandises (transports, assurances et autres frais accessoires) bénéficie de la contraction du commerce international.

Trois éléments pèsent à l'inverse sur le solde de la balance des invisibles : le développement de l'endettement extérieur provoque en 1982 un net renversement de la balance des intérêts perçus et versés et rend négatif le solde de la ligne "revenus". Un phénomène de même nature affecte les "services gouvernementaux" : la contraction des avoirs de change entraîne un fléchissement des recettes liées à leur rémunération. Enfin l'alourdissement de la contribution française au budget des communautés européennes accroît le déficit des transferts unilatéraux du secteur public.

Tableau 22 : La Balance des invisibles
(milliards de francs CVS)

	1981	1982		
	Année	1° sem.	2° sem.*	Année*
<u>SERVICES</u>	<u>31,4</u>	<u>15,0</u>	<u>20,0</u>	<u>- 35,0</u>
dont : Services liés aux échanges de marchandises	- 8,7	- 4,3	- 3,5	- 7,8
Services liés aux échanges de technologie	21,9	13,3	15,0	28,3
Revenus	2,6	- 0,7	- 2,8	- 3,5
Voyages	8,1	4,3	8,5	12,8
Services gouvernementaux	7,2	3,1	0,9	4,0
<u>TRANSFERTS</u>	<u>- 23,1</u>	<u>- 14,2</u>	<u>- 16,0</u>	<u>- 30,2</u>
Secteur privé	- 12,4	- 6,7	- 6,0	- 12,7
Secteur public	- 10,7	- 7,5	- 11,0	- 18,5
<u>AUTRES BIENS ET SERVICES</u>	<u>20</u>	<u>9,9</u>	<u>9,5</u>	<u>19,4</u>
<u>TOTAL DES INVISIBLES</u>	<u>28,3</u>	<u>10,7</u>	<u>13,5</u>	<u>24,2</u>

* estimations

Source : Direction du Trésor

Compte tenu de l'évolution des échanges d'invisibles le déficit des transactions courantes devrait s'établir en 1982 aux environs de 80 milliards de Francs contre 26 en 1981.

Trois remarques principales peuvent être avancées à propos des mouvements de capitaux qui assurent le financement de ce déficit.

a) La France devient importatrice nette de capitaux à long terme. En effet le développe-

ment des emprunts autorisés à l'étranger (47,7 milliards de tirages nets sur les 3 premiers trimestres de 1982 contre 22,6 sur la même période de 1981) l'exporte désormais sur les sorties de capitaux liées à l'octroi de crédits commerciaux à nos clients étrangers. La prise en compte au quatrième trimestre des tirages opérés par le Trésor sur l'euro-crédit de 4 milliards de dollars contracté en Octobre devrait accentuer ce phénomène. Par ailleurs, le solde négatif dégagé en 1981 par les opérations d'investissement de portefeuille (-14,6 milliards hors emprunts autorisés) devrait se contracter d'une dizaine de milliards en 1982.

b) La contribution au financement de l'endettement à court terme du secteur bancaire diminue.

En 1981 au mois de mai puis en septembre, les modifications intervenues dans la réglementation des changes ont imposé aux exportateurs l'obligation de se couvrir pour leurs factures libellées en devises tout en limitant les possibilités de couverture laissées aux importateurs.

Il en est résulté au second semestre 1981 à la fois une progression des ventes à terme de devises et une diminution des achats aux banques françaises, opérations qui se sont traduites par une progression équivalente de l'endettement du secteur bancaire

Tableau 23 : La Balance des paiements
(données brutes en milliards de francs)

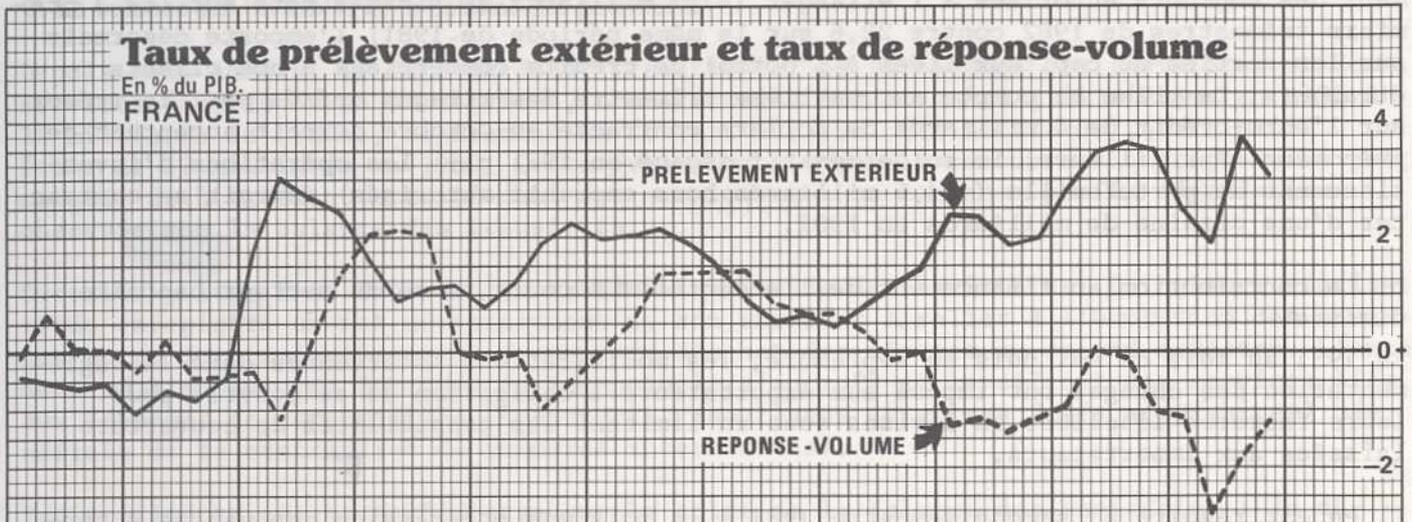
	1980	1981				Année	1982		
		T1	T2	T3	T4		T1	T2	T3
Solde commercial en balance	-56,6	-14,9	- 5,9	-13,9	-19,3	-54,0	-21,8	-27,3	-30,4
Solde des invisibles	39,0	3,2	11,9	4,4	8,7	28,3	5,7	4,2	4,8
Solde des transactions courantes	-17,6	-11,7	6,0	- 9,5	-10,5	-25,8	-16,1	-23,1	-25,6
MOUVEMENTS DE CAPITAUX (1)									
Capitaux à long terme	- 6,0	- 1,1	-10,7	- 8,8	- 0,3	-21,0	- 0,6	0,3	7,9
dont emprunts autorisés nets	18,0	6,7	9,3	6,6	10,9	33,6	13,2	16,9	17,6
Capitaux à court terme du secteur privé non bancaire	11,8	4,6	-13,7	- 8,2	4,9	-12,4	9,1	2,5	3,4
Capitaux à court terme du secteur bancaire	30,3	20,4	-11,8	7,6	26,4	42,7	3,8	2,7	4,6
Capitaux à court terme du secteur public	-28,2	- 9,2	35,9	17,5	-15,5	28,6	8,1	21,6	10,2
Erreurs et omissions	9,7	- 2,9	- 5,7	1,4	- 5,0	-12,2	- 4,3	- 4,0	- 0,5
TOTAL	-17,6	-11,7	6,0	- 9,5	-10,5	-25,8	-16,1	-23,1	-25,6

(1) Signe + = Augmentation des engagements ou diminution des avoirs (entrées nettes de capitaux)

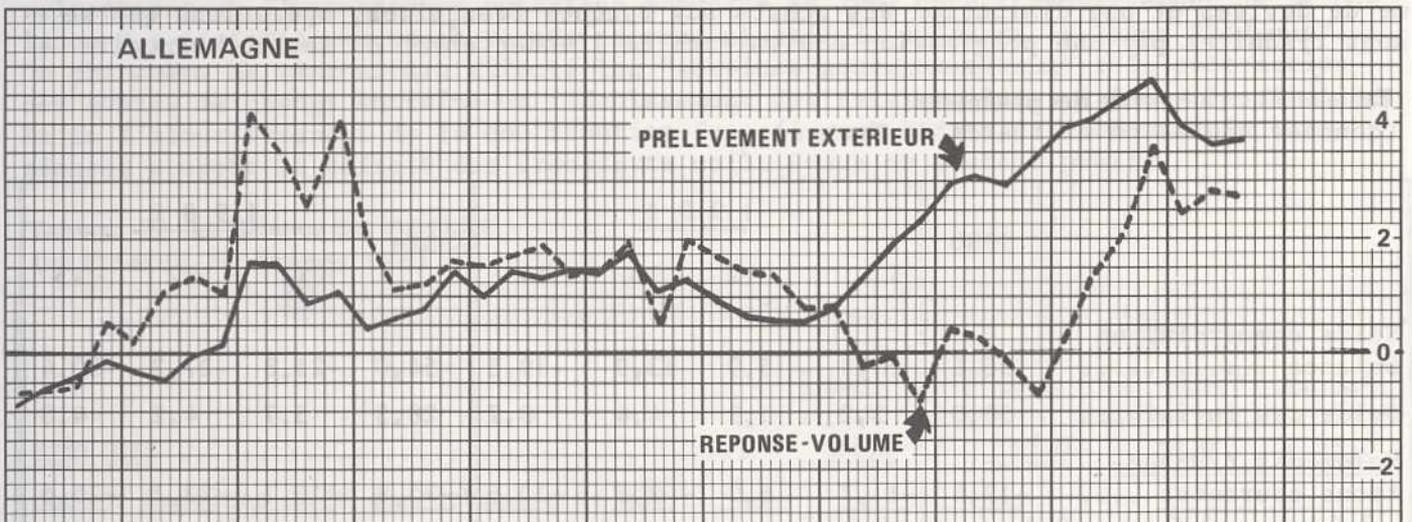
Signe - = Diminution des engagements ou augmentation des avoirs (sorties nettes de capitaux).

Taux de prélèvement extérieur et taux de réponse-volume

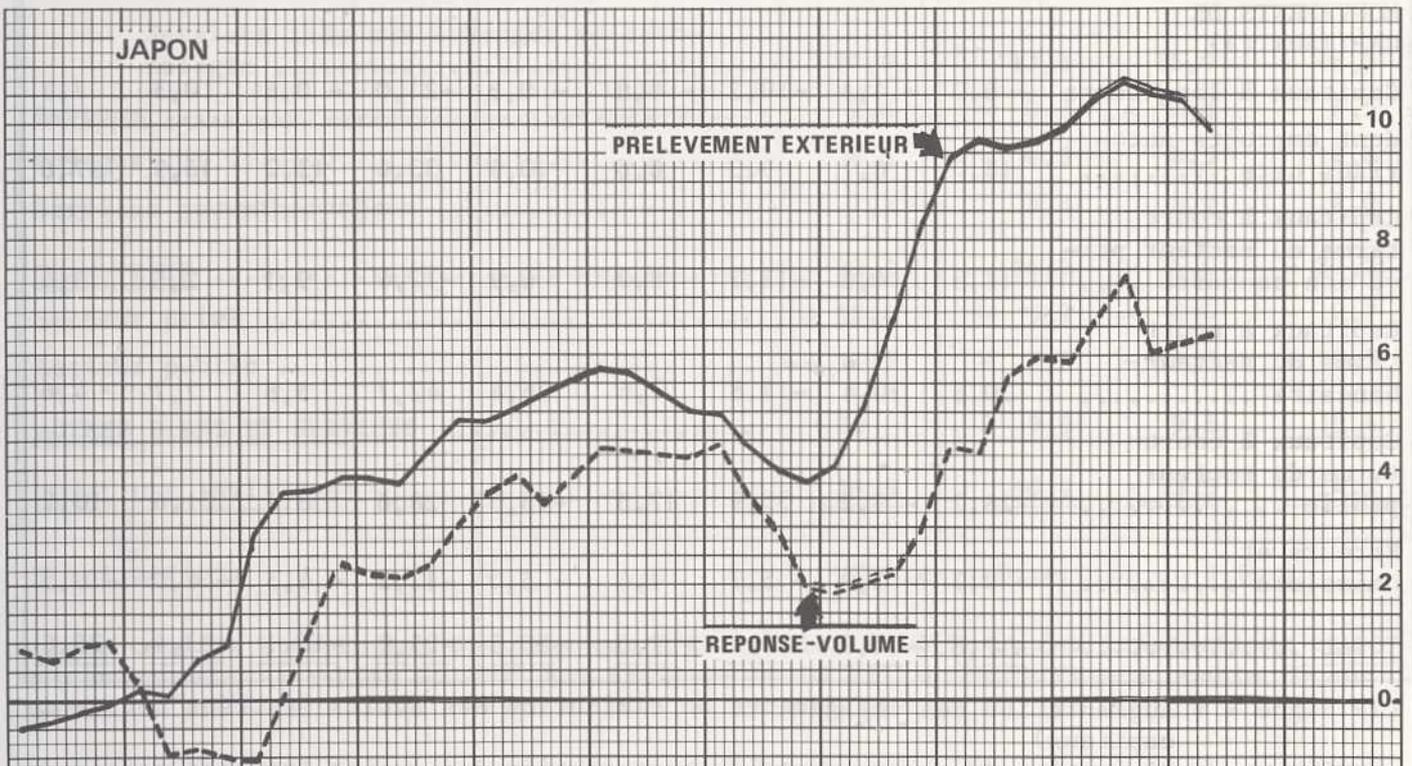
En % du PIB.
FRANCE



ALLEMAGNE



JAPON



1) Le taux de prélèvement exprime un prélèvement par l'extérieur sur la France quand il est positif ; un prélèvement de la France quand il est négatif. Le Taux de réponse-volume traduit un accroissement des exportations ou une diminution des importations par rapport au PIB quand il s'élève.

1972 1973 1974 1975 1976 1977 1978 1979 1980 1981 1982 1983

résident vis-à-vis de l'extérieur, c'est-à-dire par des entrées nettes de capitaux qui ont largement contribué au financement des opérations courantes. Ce mécanisme de renversement des couvertures ne pouvait pas se reproduire en 1982 (il n'aurait pu que jouer en sens contraire au cas où la réglementation aurait été levée), ni même être sensiblement intensifié sans recourir à des mesures assez ouvertement protectionnistes (telles que la mise en place d'un dépôt préalable en devises pour les importations, comme ce fut le cas en Italie au début de 1982).

Les entrées nettes de capitaux au titre du secteur bancaire se contractent donc assez fortement en 1982. La ligne reste cependant positive du fait que la progression de l'endettement en devises des agents résidents l'emporte sur la sensible diminution des avoirs en francs détenus par les non-résidents.

c) La variation des réserves publiques de change assure une part importante du financement du déficit. Sur les 3 premiers trimestres de 1982, les interventions des autorités monétaires sur le marché des changes ont porté sur 40 milliards de Francs pour un solde des paiements courants qui atteignait 65 milliards. Il convient toutefois de noter que la ponction sur les réserves se modère sur la deuxième partie de l'année. On retrouve là l'effet du retournement de la ligne des capitaux à long terme qui devrait permettre un certain redressement des avoirs publics en fin d'année.

4. Les difficultés du commerce extérieur : une comparaison internationale.

Une comparaison internationale permet de mettre en relief certaines difficultés que connaît le commerce extérieur français depuis le second choc pétrolier, difficultés qui se sont aggravées à la fin 1981 et au début 1982. Les graphiques ci-contre juxtaposent pour la France, l'Allemagne et le Japon deux courbes : le taux de prélèvement extérieur donne une mesure de l'impact d'une détérioration des termes de l'échange sur le revenu intérieur. C'est l'écart, rapporté à la valeur du PIB, entre le solde extérieur courant et ce qu'aurait été ce solde si, toutes choses égales par ailleurs, les prix du commerce extérieur avaient évolué comme le prix du PIB depuis 1970, autrement dit sans distorsion entre les prix intérieurs et les prix extérieurs (1). On lit aisément sur les courbes les différents chocs de 1974, de 1976-77 (hausses des matières premières industrielles), puis de 1979 (avec la hausse du prix du pétrole relayée en 1980-81 par l'appréciation du dollar).

La deuxième courbe retrace l'évolution du taux de réponse par les volumes. C'est une mesure de l'ajustement du volume des échanges extérieurs en réaction au mouvement des prix à l'importation et à l'exportation : il s'agit de la différence, toujours rapportée à la valeur du PIB, entre le solde extérieur courant et le niveau qu'il aurait atteint si les volumes importés et exportés avaient cru comme le PIB, en conservant les évolutions de prix observées. Une réponse-volume positive traduit un développement des exportations ou une contraction des importations par rapport au PIB, suite à la dégradation des termes de l'échange. En d'autres termes, il y a ajustement restrictif de la demande intérieure en réponse à la perte des termes de l'échange extérieur.

Les graphiques font apparaître des configurations prix et volume du commerce extérieur assez typées. A s'en tenir à un niveau descriptif, on retiendra que :

- le choc de 1979 a eu en France un impact "ex-ante" sur le revenu intérieur du même ordre de grandeur que le choc de 1974, alors que l'Allemagne et le Japon semblent le subir plus sévèrement,
- contrairement à certaines idées reçues, la France subit un prélèvement extérieur moins fort que l'Allemagne sur les trois années récentes ; le Japon présente le cas spécifique d'un pays qui subit, outre les effets des chocs pétroliers, de sévères pertes dans ses termes de l'échange de par sa spécialisation à l'exportation dans des produits dont le prix relatif baisse,
- on constate pour l'Allemagne et la France un délai important entre le second choc pétrolier et l'ajustement par les volumes qui en résulte. En 1979 et au début de 1980,

(1) La méthode est décrite dans "Un deuxième choc pétrolier plus éprouvant pour l'économie française" publié dans Economie et Statistique n° 149 - novembre 1982.

la croissance de la demande intérieure est maintenue par le jeu de la consommation et des stocks, au prix d'un déséquilibre extérieur. Ce délai d'ajustement s'observe tout autant dans d'autres pays d'Europe Occidentale. Il est beaucoup plus réduit au Japon qui exprime là encore une forte capacité d'adaptation, autant structurelle que conjoncturelle.

Plus important pour la conjoncture de l'année 1982 est le fait que l'amorce d'ajustement de la demande intérieure française - localisée au début 1981 - se soit si vite interrompue. Ce mouvement propre à la France renvoie à ce qu'on a appelé le "décalage conjoncturel". Il reflète la concomitance en France d'une situation de compétitivité médiocre avec une politique de relance par la demande des ménages, à un moment où des politiques internes restrictives étaient engagées par nos principaux partenaires commerciaux. La réponse-volume se redresse toutefois rapidement avec la deuxième phase de la politique économique mise en place en juin 1982.

On retrouve là l'effet du retour vers le plein emploi et l'impact des dépenses de consommation sur la production. Il convient toutefois de noter que la position sur les réserves se modifie au cours de l'année.

On retrouve là l'effet du retour vers le plein emploi et l'impact des dépenses de consommation sur la production. Il convient toutefois de noter que la position sur les réserves se modifie au cours de l'année.

On retrouve là l'effet du retour vers le plein emploi et l'impact des dépenses de consommation sur la production. Il convient toutefois de noter que la position sur les réserves se modifie au cours de l'année.

On retrouve là l'effet du retour vers le plein emploi et l'impact des dépenses de consommation sur la production. Il convient toutefois de noter que la position sur les réserves se modifie au cours de l'année.

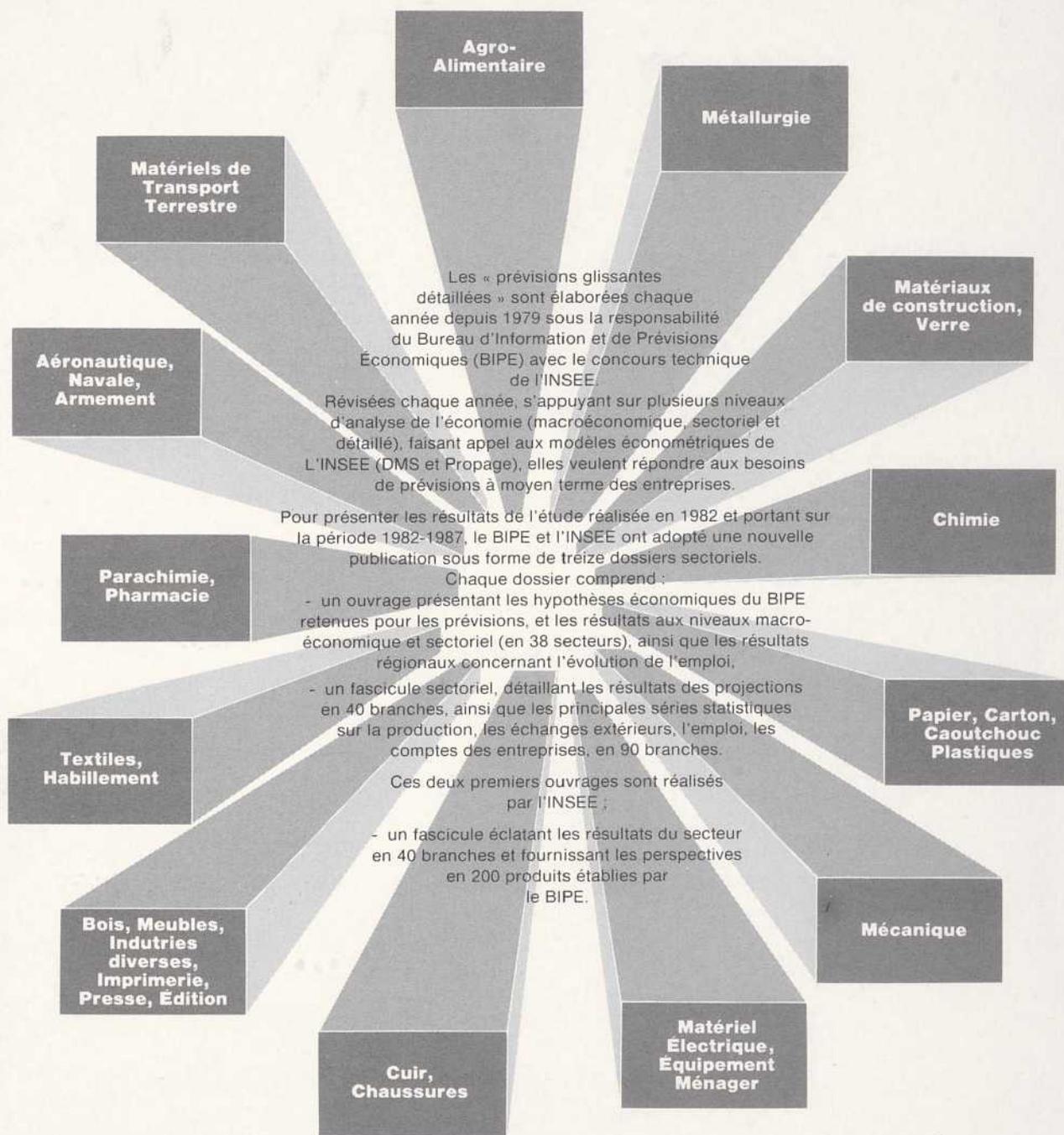
On retrouve là l'effet du retour vers le plein emploi et l'impact des dépenses de consommation sur la production. Il convient toutefois de noter que la position sur les réserves se modifie au cours de l'année.

On retrouve là l'effet du retour vers le plein emploi et l'impact des dépenses de consommation sur la production. Il convient toutefois de noter que la position sur les réserves se modifie au cours de l'année.

ENTREPRISES

Prévisions Glissantes Détaillées

horizon 1987

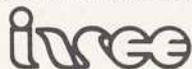


Prix d'achat du premier dossier 500 F (440 F à partir de l'achat d'un deuxième dossier)

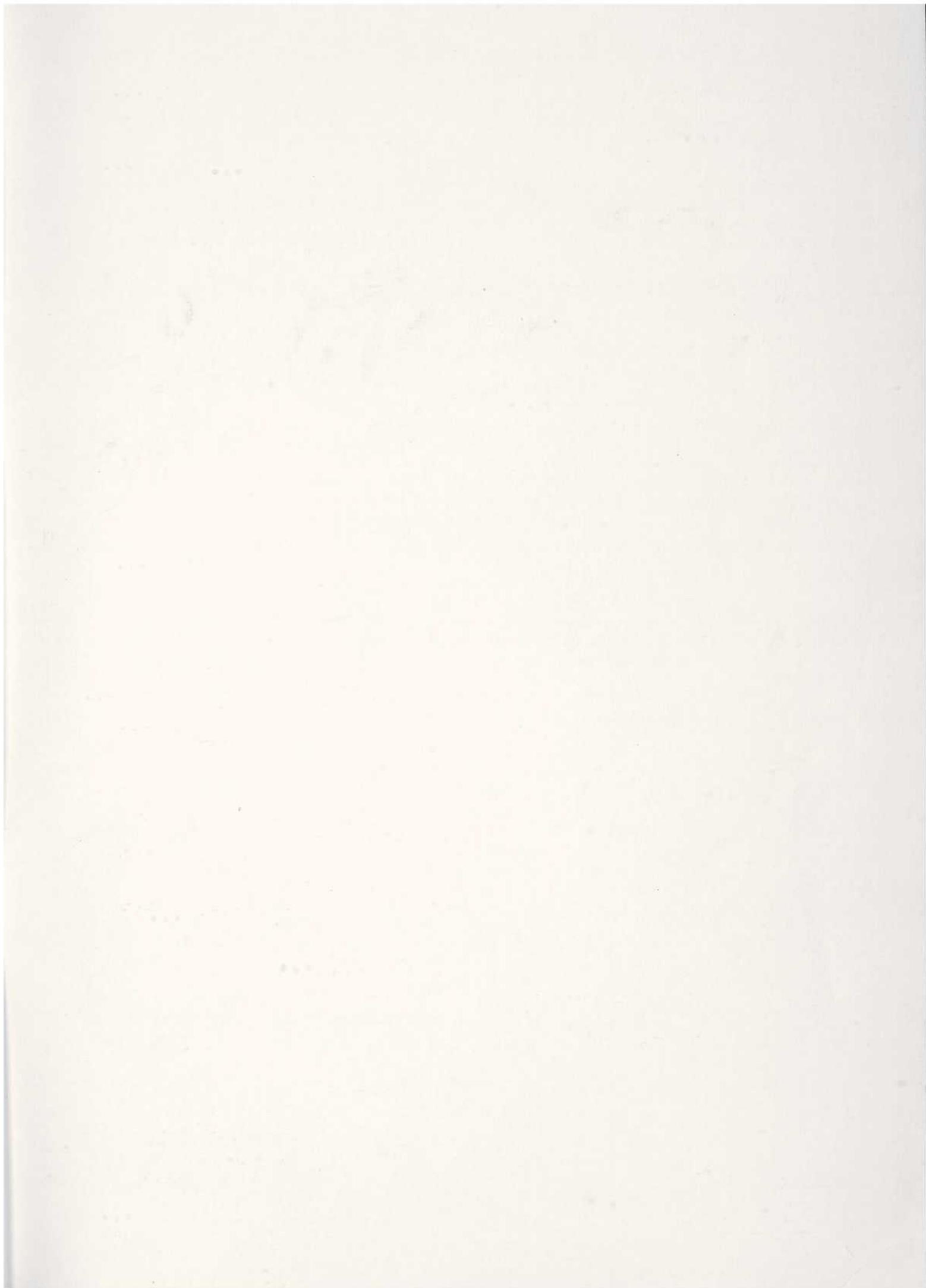
CONSULTATION, VENTE :

Dans les Observatoires économiques régionaux de l'INSEE (adresses en fin de publication) et chez les libraires spécialisés.

P 452



Institut national de la statistique et des études économiques.



LE DISPOSITIF I.N.S.E.E. D'INFORMATION CONJONCTURELLE

UN BULLETIN

INFORMATIONS RAPIDES

Ce bulletin vise à diffuser au plus vite le plus grand nombre possible de chiffres établis par l'INSEE. Il est destiné notamment à celui qui utilise quotidiennement les informations nouvelles sur la conjoncture.

250 numéros par an environ : derniers indices et statistiques, premiers résultats d'enquêtes puis résultats détaillés, comptes trimestriels, etc. Les données sont accompagnées d'un commentaire rapide ou d'une analyse développée.

ABONNEMENT 1 AN : France, 900 F; étranger, 1 100 F.

EXPEDITION au tarif postal LETTRE; elle suit de six à quarante-huit heures au plus, selon le volume, l'achèvement statistique et rédactionnel de chaque numéro.

UN OUTIL

TENDANCES DE LA CONJONCTURE

Cette revue forme, principalement, un outil d'aide à la réflexion destiné à l'économiste, au conseiller du décideur et à l'ensemble des observateurs professionnels. Le stock de graphiques et de notes de présentation forme du même coup un outil pédagogique pour les étudiants en économie et leurs professeurs.

Deux cahiers trimestriels de graphiques. CAHIER 1 : un tableau de bord très complet pour le conjoncturiste, avec 600 séries sur dix ans. CAHIER 2 : avec 600 autres séries sur vingt ans, les moyens d'une synthèse construite du mouvement économique français situé dans l'environnement international.

Les suppléments de TENDANCES apportent aux abonnés la possibilité d'avoir sous la main, en permanence, leur outil totalement à jour.

CHAQUE QUINZAINE : les nouveaux chiffres parus, de source INSEE ou extérieure à l'Institut, pour les 1 200 séries des cahiers.

CHAQUE MOIS : un tableau de bord condensé en quinze graphiques.

CHAQUE TRIMESTRE : l'étude approfondie de la situation et des perspectives de l'économie française (note de synthèse conjoncturelle).

ABONNEMENT 1 AN : France, 400 F; étranger, 480 F.

EXPEDITION : mêmes conditions que les Informations Rapides pour les suppléments (LETTRE); les cahiers trimestriels 1 et 2 sont routés dix ou onze jours ouvrables après l'achèvement à l'INSEE de la remise à neuf des 1200 courbes.

UNE SELECTION

ENQUÊTES ET SYNTHÈSES CONJONCTURELLES DE L'I.N.S.E.E.

Ce service est constitué d'extraits des INFORMATIONS RAPIDES et de TENDANCES DE LA CONJONCTURE. La sélection vise à informer ceux qui ont peu de temps à consacrer aux chiffres mais souhaitent disposer d'analyses de première main. Elle réunit les documents commentés les plus synthétiques : note de conjoncture trimestrielle, conclusions des grandes enquêtes, notes sur les comptes trimestriels.

ABONNEMENT 1 AN : France, 300 F; étranger, 400 F.

EXPEDITION : mêmes conditions que les Informations Rapides (LETTRE).

BULLETIN D'ABONNEMENT. Veuillez noter mon abonnement à la publication suivante :

ENQUÊTES ET SYNTHÈSES CONJONCTURELLES (rayer les mentions inutiles).

• **Montant total à régler** (tarifs ci-contre) : F

• **Ci-joint, en règlement :** mandat, chèque postal ou bancaire (rayer les mentions inutiles) au nom de M. le sous-régisseur des recettes de l'INSEE.

NOM ou raison sociale :

PROFESSION ou activité :

ADRESSE :

A le

Signature :

